

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur — Fraternité — Justice

Ministère de l'Economie et des Finances

**Direction des Etudes et
de la Programmation**

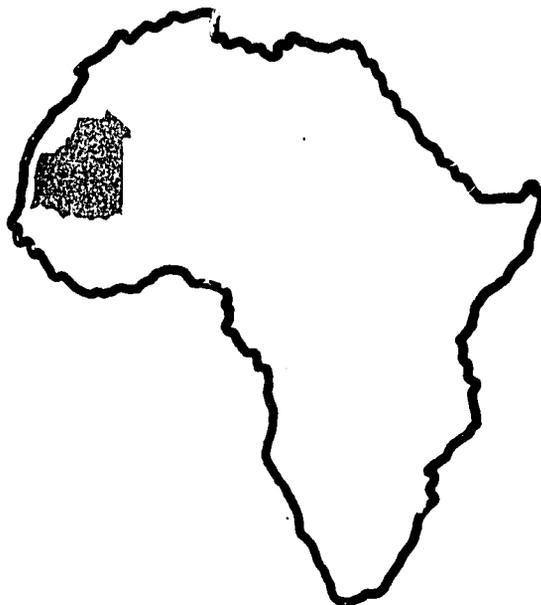
PROJET RAMS

**Mission d'Etudes et d'Evaluation
du Secteur Rural et des Ressources Humaines**

Changements Sociaux

Le Devenir du Pastoralisme

AS-8-1



Financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)

Avec le concours de:

Checchi and Company, Washington, D.C. 20036

Louis Berger International, Inc., East Orange, New Jersey 07019

Action Programs Internacional, Santa Monica, California 90406

1980

TABLE GENERALE DES MATIERES

	Page
Introduction	i
<u>LES ETUDES DE CAS</u>	
MAGTA LAHJAR	1
NEMA	27
KANKOSSA	51
Carte des Localités Etudiées	xi

INTRODUCTION

Le Devenir du Pastoralisme : Trois Etudes de Cas

La grande vague de migration est un résultat de la sédentarisation massive - qu'elle soit permanente ou temporaire - des nomades et des transhumants partout en Mauritanie. Le recensement de 1977 montre le changement profond intervenu dans le mode de vie de cette population. Alors que selon le recensement de 1964-65 (certes d'une valeur limitée) 65 % de la population était nomade et seulement 35 % sédentarisé, c'est exactement le contraire lors du recensement de 1977, c'est-à-dire à peine une décennie plus tard : 64 % de la population est sédentaire et seulement 36 % continue son mode de vie nomade. Ce processus n'est pas encore terminé et ses effets sur tous les niveaux possibles de la société - à savoir le niveau politique social, économique et culturel - sont profonds.

Nous avons choisi les trois études de cas présentées ci-après parcequ'elles montrent de façons différentes l'adaptation aux changements intervenus dans le mode de vie pastoral : Magta Lahjar, dans le Sahel au bord de la nouvelle route, "La Route de l'Espoir", avait déjà une population sédentarisée de Maures pratiquant un mode de vie agro-pastoral. Néma, très isolé, qui attend pourtant de devenir dans les deux ou trois années à venir le dernier point d'arrêt à l'Est de la "Route de l'Espoir", a toujours un mode de vie purement nomade liant le commerce du bétail entre le Mali et les parties situées à l'extrême nord de la Mauritanie, Kankossa, dont la population se compose de Maures et Peulhs pastoraux ainsi que d'autres migrants, est en train de s'adapter à la sédentarisation tout en essayant de faire renaître dans un cadre restreint la transhumance,

en particulier par les Peulhs.^{1/}

Le pastoralisme est très étroitement lié à une compréhension de la nature, à une réalité écologique et il crée un lien atavique avec ceux qui ont pratiqué ce mode de vie autrefois. A l'heure actuelle, des "citadins" s'évadent régulièrement vers le désert afin de revivre - ne serait ce que pour quelques jours - la vie de nomades qu'ils ont connu eux-mêmes autrefois. Ce continuel va-et-vient entre deux façons de vivre qui est important, d'un point de vue psychologique, pour le maintien des liens avec le passé, exprime la profondeur de la rupture que la sédentarisation a eu non seulement au niveau d'une façon de vivre mais au niveau de toute une civilisation encore très vivante. L'élément catalyseur de ce changement intense est, en effet, la sécheresse de 1970. Pourtant, la rupture et ses effets sur le pastoralisme apparaissent déjà plus tôt comme résultat de la sécheresse précédente de 1942-43. Dès cette époque commence la vague de migration et de sédentarisation et, dans la mesure où les nomades fuient la sécheresse, les premiers centres urbains se forment. A l'heure actuelle, l'exode est l'une des options pour un père de famille qui perd ses principaux moyens de production et c'est ainsi que commence la recherche d'un travail salarié.

1) L'importante étude de Pierre Donte sur Les Mouvements de Population et Migrations en Mauritanie, RAMS, étude dans "Les Changements Sociaux" complète la lacune apparente dans le manque de recherche faite dans le Secteur Nord du Pays. Il est à préciser que le manque de temps dû à cette étude nous a forcé d'écourter la recherche sur le terrain.

Ce serait une erreur de croire que la seule raison de la rupture intervenue dans le milieu nomade est le cycle écologique des sécheresses. Le fond du problème remonte plus loin, à savoir à l'apparition d'un système économique inconnu qui pousse toute une population à la recherche d'un mode de vie monétarisé, la forçant à abandonner lentement un système de production traditionnel. Il est important d'insister sur le fait que l'on a assisté, pendant les 50 dernières années, à un déclin considérable des réalités sociales grâce auxquelles pouvait être perpétué un système traditionnel de relations économiques de prêts et de cadeaux, de clientèle et de redistribution dont la fonction était de limiter les risques d'un appauvrissement absolu. Ainsi, devenait-il difficile aux mécanismes de soutien traditionnel de s'adapter aux changements intervenus.

On ne peut pas parler de la situation actuelle ou future du pastoralisme en Mauritanie sans, par ailleurs parler simultanément de la sédentarisation car la première question que l'on pose à un nomade est de savoir s'il a l'intention de devenir sédentaire ou non. Aujourd'hui, une séparation de ces deux phénomènes - nomadisme et sédentarisation - est devenue impossible.

Quelques aspects de la notion même de nomadisme ont été modifiés de façon irréversible. La modification la plus frappante, sinon la plus apparente, est intervenue dans l'idée d'espace et de mobilité ; nous avons exprimé cette modification dans chacune des études de cas présentées. A

l'exception de quelques grands nomades qui parcourent toujours des centaines de kilomètres, souvent sans un itinéraire précis (comme ceux de Néma), les nomades sédentarisés ont été obligés, en effet, de s'éloigner toujours plus loin et souvent à des endroits où ils n'ont jamais été auparavant. Le manque de pâturages et d'eau amènent les troupeaux à chercher au loin leurs moyens de subsistance. Ceci est aussi le cas des cultivateurs des oasis et des agro-pasteurs (en particulier les classes dépendantes et serviles). Les sécheresses et la recherche d'un travail salarié les ont obligés de partir loin de leurs foyers, souvent pour de longues années. Parmi les beidane, beaucoup ont établi un commerce à travers toute l'Afrique de l'Ouest tandis que les haratine migraient pour travailler comme ouvriers agricoles au Sénégal. Ici, deux points sont à souligner :

1. Aussi bien les pasteurs que les ~~cultivateurs~~ vont plus loin qu'ils ne le faisaient il y a environ vingt ans ; ceci les met en contact plus étroit avec les villes, de nombreux pays et des groupes ethniques différents. La naissance d'une conscience nouvelle et le développement de besoins nouveaux sont ainsi créés. Tout ceci est aussi le premier pas qui mène l'expérience vécue entre ceux qui partent et ceux qui, temporairement, restent. Deux choses semblent être très importantes : la compréhension de ces nouveaux besoins ainsi que le contrôle du gaspillage engendré par ces besoins même et qui, souvent, ne sont que matériels (des dots et des mariages coûteux, etc).

2. On assiste aussi à un changement de la notion de mobilité concernant le commerce et le transport du bétail. Mais dans ce cas-là, le changement ne concerne que quelques commerçants riches. La "Route de l'Espoir" construite entre Nouakchott et Kiffa a beaucoup facilité le transport du bétail par camions vers les grands centres commerciaux ; ainsi, le commerce s'élargit et est centralisé. Ceci n'est pas encore très élevé mais les effets sont déjà assez importants pour indiquer dans quel sens l'ensemble du circuit commercial traditionnel est en train de se restructurer.^{2/}

L'économie pastorale a été touchée profondément par la sécheresse et l'espoir de trouver un travail salarié, deux faits qui ont provoqué un exode en masse partout en Mauritanie. Pourtant, il existe beaucoup de raisons pour la sédentarisation et elles sont valables pour tous ceux qui sont devenus sédentaires que ce soit délibérément ou par hasard. Parmi ces raisons l'on peut énumérer : la perte tragique et brusque des moyens de subsistance, à savoir le bétail ; l'attraction des écoles pour les enfants, des services médicaux, des puits (en particulier ceux creusés par la Compagnie Mondès qui continue la construction de la "Route de l'Espoir") autour desquels les nomades installent chaque jour leurs tentes, des centres administratifs et commerciaux ; et finalement, ces gens veulent échapper à un mode de vie qui devient de plus en plus dur et qui présente de plus en plus de difficultés. Partout, les nomades se sentent marginalisés par rapport à la population sédentarisée et ceci est justement une conséquence de leurs contacts

2) Voir l'étude de Pierre Bonte sur Evolutions des Modes d'Accumulation... dans "Études sur "Les Changements Sociaux", RAMS, 1980.

croissants et de leur mobilité qui les amène toujours plus loin. Et pourtant, le jour où ils deviennent sédentaires, et ne serait-ce que temporairement, ils vivent encore plus en marge aussi bien au sein de leur propre milieu traditionnel, qu'ils ne refusent pas totalement mais auquel ils veulent néanmoins échapper, qu'au sein de leur milieu sédentaire auquel ils n'arrivent que difficilement à s'y adapter, surtout dans les centres urbains.

La sédentarisation est un phénomène complexe et il y a une continuité dans cette complexité : le déclin sûr d'une activité - l'élevage - qui entraîne un déclin d'un mode de vie spécifique : le nomadisme. Ce déclin rapide entraîne un certain nombre de problèmes dont quelques-uns ont déjà existé auparavant mais qui s'aggravent maintenant : le manque d'eau et de pâturage entraîne des querelles entre les différents groupes pour le droit des eaux ; des querelles entre les anciens et les nouveaux cultivateurs pour les droits de propriétés terriennes (les nouveaux cultivateurs étant considérés comme des intrus) ; des querelles entre les cultivateurs et les éleveurs ; des querelles entre les propriétaires et les travailleurs salariés.... En outre, le manque de ressources incite les éleveurs à abuser des pâturages et de l'eau ; ceci n'est pas seulement une conséquence de leur ignorance du fait que des mesures de protection sont nécessaires mais c'est surtout une conséquence du fait que leur possibilité de choix est devenue très limitée. La situation s'aggrave encore par le manque d'une infrastructure administrative capable de contrôler et de développer une conscience nécessaire pour un équilibre écologique.

Le seul résultat de cette situation est une vague toujours croissante d'exode et d'abandon d'un mode de vie sans pour autant préparer les gens à une intégration constructive ailleurs.

Malgré tous ces bouleversements l'organisation sociale des nomades n'a pas connu un changement fondamental bien que les différentes pressions économiques aient ajouté quelques nuances nouvelles. Ces nuances apparaissent à deux niveaux très différents : d'un côté au niveau des mariages pour lesquels on dépense, comme la population sédentarisée, souvent des sommes exorbitantes et, d'autre part, au niveau des relations des classes sociales surtout en ce qui concerne les relations entre les beidane et leur classe dépendante en région agro-pastorale. La conséquence des besoins monétaires croissants est, d'une part, une demande mutuelle grandissante mais aussi un désir plus intense de se libérer et de partir, en particulier pour les haratine. Ce fait est fortement apparent dans toutes les trois études.

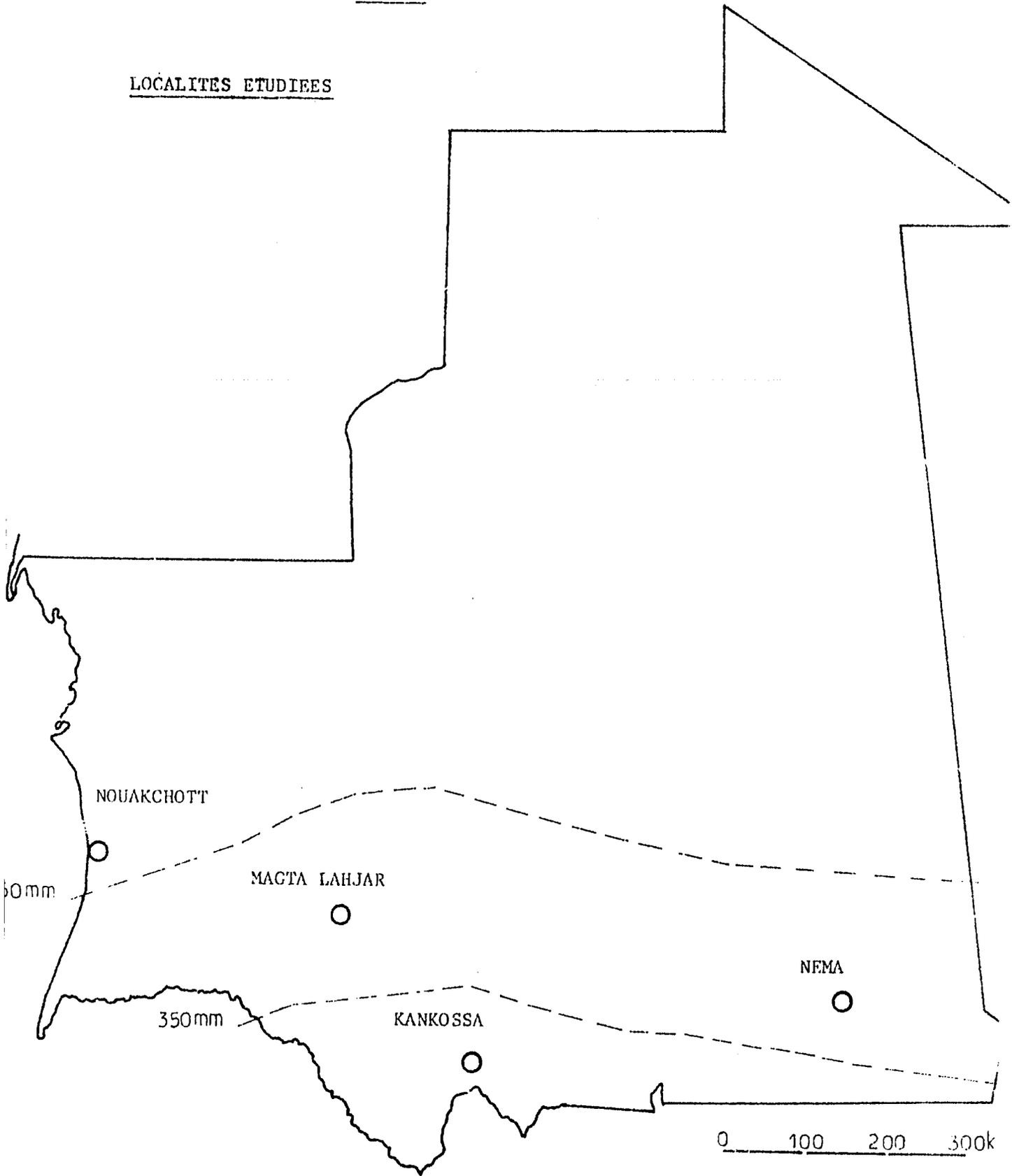
Un effet positif de la sédentarisation est ressenti au niveau des femmes, aussi bien dans le milieu des nomades ruraux que des nomades "urbains", si une telle distinction est permise : la mobilité des nomades a toujours donné une certaine autonomie aux femmes maures de toutes les classes sociales, en particulier aux femmes des classes sociales inférieures. La sédentarisation n'a pas diminué cette autonomie, elle a, bien au contraire, incité les femmes à développer un commerce ce que la mobilité de leur mode de vie nomade ne leur avait pas permis.

Le mode de production prédominant et la raison d'être de la société nomade reposent sur l'élevage, ainsi la structure familiale, les conditions sociales et les relations politiques du groupe sont déterminées par la propriété du bétail. Les nomades qui avaient accumulé le bétail pouvaient retenir leurs esclaves et arrivaient, par conséquent, à mieux survivre à la sécheresse. Par contre les nomades qui n'avaient que quelques troupeaux, et par conséquent, un nombre limité de travailleurs étaient le plus durement frappés. Les relations qui définissent la production reposent entièrement sur des liens de parenté ; ces liens ont été encore intensifiés par la migration et la sédentarisation ; cette intensification, de son côté, est provoquée par le besoin de renforcer le pouvoir et les moyens de contrôle de la tribu ou du clan.

La sédentarisation des nomades intervenue en 1970, était, dans son ensemble, spontanée et se faisait au hasard et sans un but précis. A travers cette sédentarisation s'exprime néanmoins une réaction importante de toutes les classes sociales ; elles sont plutôt motivées par un refus évident du mode de vie nomade que par la volonté de réorganiser une société nouvelle. A l'heure actuelle il n'y a plus de retour possible au nomadisme pour ceux qui sont devenus sédentaires ; ceux qui sont restés encore nomades sont maintenant aussi attirés vers la sédentarisation en raison d'une dégradation générale et des difficultés grandissantes de subsistance. Résoudre seulement les problèmes du secteur agricole ne résoudra pas tous les autres problèmes du pays. Le développement constructif du pays dépend, en effet, de mesures rationnelles, urgentes et immédiates prises en vue de soutenir non seulement les nomades mais aussi leur bétail - et ces mesures ne doivent pas se borner aux seules vaccinations. Sans un équilibre rationnelle entre l'élevage et l'agriculture un tel développement est impossible.

CARTE

LOCALITES ETUDIEES



MAGTA LAHJAR

Table des Matières

	<u>Page</u>
Introduction	1
I <u>Les Activités et les Hommes</u>	3
A. <u>Le Mouvement</u>	4
1. Le mouvement du nomadisme	4
2. Le mouvement des Agriculteurs	10
3. Exode Rural et Migration de Travail	12
B. <u>Ressources et Activités</u>	13
1. Pâturages et eau	15
2. Productions animales	16
3. L'Agriculture	16
4. Conditions Sociales de l'Agriculture	18
II <u>Organisation Sociale</u>	20
A. Famille et mariage	20
B. Ethnie - tribu	21
C. Hierarchie Sociale	22
III <u>Eléments de conclusion</u>	23

Introduction

Cette mission avait pour objectif essentiel l'évaluation des transformations subies au cours de ces dernières années par la société nomade pour autant que le nomadisme se définisse à la fois par un type particulier de mobilité mais aussi par un mode de vie incluant une organisation techno-économique particulière où des sédentaires se trouvent associés aux nomades.

La baisse catastrophique de la pluviométrie au cours de ces dernières années, entraînant une dégradation massive et globale de l'ensemble des conditions écologiques a donné au mouvement d'exode et de sédentarisation, entamé depuis l'époque coloniale et puissamment drainé depuis 1975 par l'axe routier Nouakchott-Kiffa, des dimensions sans précédent.

Nos observations sur place nous ont très vite conduit à conclure au caractère de plus en plus marginal, voir résiduel du pastoralisme pur dans les activités économiques de la région, très nettement dominées par l'agriculture de barrage.

Cette évolution pose naturellement de difficiles problèmes d'adaptation, de reconversion qui touchent à des domaines aussi variés que la législation (pouvoirs traditionnels, formes de la propriété), l'administration, les équipements collectifs (éducation, santé), sans parler des effets sur les nomades eux-mêmes de la ruine progressive et douloureuse (au moins pour ceux qui en profitent) des cadres idéologiques et mentaux traditionnels (esclavage, division de la société en

castes) soumis à la pression universalisante et égalisante de l'économie de marché.

Notre compte rendu sera consacré à la description des activités et des hommes.

Nous nous interrogerons, pour finir, sur les conditions d'une amélioration de la situation socio-économique de la région à la lumière de la description qui précède.

Notre principal objectif n'étant pas de produire une monographie exhaustive de la région mais plutôt d'interpréter l'incidence de l'organisation sociale et de son évolution sur la santé économique des localités étudiées. Nous nous contenterons, dans le cours de notre texte, des indications nécessaires à cet effet.

Si nous devons pour conclure, formuler une remarque d'ordre général, nous dirions que la collecte extensive, donc nécessairement ponctuelle et impressionniste des données imposée par le temps et les moyens impartis à la mission ont l'avantage de procurer une excellente vue d'ensemble, mais qu'ils permettent difficilement de sortir de l'approximation là où il faudrait parfois recourir à une quantification précise. Nous pensons en particulier à l'intérêt que pourrait avoir, pour une évaluation méthodique des exploitations rurales, un décompte minutieux des exploitants agricoles, de l'étendue des superficies qu'ils possèdent, du nombre des exploitants directs, des métayers, des ouvriers agricoles, des raisons de mise en exploitation indirecte (incapacité, âge, absence), de la situation sociale et familiale des agriculteurs ou propriétaires des diverses catégories (caste, tribu, sexe, âge, situation conjugale,

nombre d'enfants, revenus annexes, etc.)

Une telle étude serait, en particulier, au préalable indispensable à toute tentative de réforme agraire.

I. LES ACTIVITES ET LES HOMMES

L'objectif essentiel de notre mission consistait à évaluer les transformations subies par le pastoralisme défini à la fois par la mobilité qu'il implique et par une forme particulière d'organisation sociale, transformations conditionnées, entre autre, et dangereusement accélérée par la sécheresse des dix dernières années.

Si nous insistons sur cette double caractérisation du nomadisme (mouvement et organisation socio-économique), c'est parcequ'il y a des sédentaires dont les revenus, l'organisation, le statut sont étroitement conditionnés par la présence proche ou lointaine (du sens physique et hiérarchique) de groupes nomades, mais également parce que la sédentarisation encore relativement récente et fragile n'est pas venue à bout des cadres sociaux fondamentaux des nomades sédentarisés, même si un sérieux mouvement d'évolution semble engagé.

Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une analyse en soit du nomadisme, nous avons jugé utile de porter une part des questions et de la réflexion sur le mouvement qui rythme la vie des hommes et des bêtes parce que de sa nature, de ses mobiles, de son amplitude, de ses fonctions, bref de ce qu'il est et de son devenir, dépend une part essentielle des activités et des revenus du monde rural en particulier et de la Mauritanie en général, et que donc

il s'impose à toute tentative d'amélioration des conditions d'existence des nomades comme un facteur dirimant.

Nous devons aussi dès à présent souligner que le problème de la propriété de la terre, du fait de l'importance de l'agriculture dans l'économie de la région où elle devance de très loin l'élevage, a particulièrement retenu notre attention.

A. Le mouvement

Nous avons distingué le mouvement propre au nomadisme, que l'on peut dire fonctionnel parce qu'il est appelé par les conditions de survie dans une aire géographique marquée par la rareté (de l'eau, des pâturages) du mouvement centripète et disfonctionnel des migrations de travail et de l'exode rural. Entre les deux se situe toute la gamme des déplacements que l'agriculture elle-même nécessite et qui peuvent aller de quelques centaines de mètres à plusieurs dizaines de kilomètres.

1. Le mouvement du nomadisme

Distinguer les bouviers-moutonniers, pratiquant traditionnellement un mouvement de faible amplitude de chameliers. Voici par ex. : un campement de bouviers moutonniers Skhaimat installés au lieu dit Lemghas El Wasic à 75 km au sud-est de Magta Lejjar. Habituellement, quand la pluviométrie était à peu près normale, ils se déplacent toute l'année sur une vingtaine de kilomètres entre l'Oued el Abiad à l'est et Oued Lerdi à l'ouest.

Voici au contraire, un campement de chameliers Mechdouf installés depuis un an à Sangrafa. Descendus de l'Adrar il y

a une quinzaine d'années ils nomadisaient jusqu'à il y a 5 ans entre les abords de Moudjeria et des endroits situés à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de cette localité d'Aguiert à Tinguerechat). La mobilité varie aussi selon les saisons : on se déplace plus fréquemment et sur de petites distances à la saison des pluies pour profiter des pâturages frais et parce que les animaux et les hommes supportent mieux de tels déplacements. A la saison sèche, au contraire on bouge peu.

Dans les deux cas, l'amplitude du mouvement s'est accrue ces trois dernières années en raison du manque de pâturages dans la région :

Les Skhaimat que nous avons rencontrés annonçaient déjà leur descente comme l'année dernière vers la région de Sélibaby, deux hommes et un berger peulh rémunéré accompagnant seuls les animaux. Les Mechdouf eux, envoient depuis trois ans leurs chameaux jusqu'au Catf, en territoire malien, sous la conduite de bergers rémunérés.

Les déplacements des nomades se font par les moyens traditionnels et ont pour mobile essentiel la recherche de l'eau et des pâturages.

Nous avons constaté une très importante sédentarisation récente dont une bonne part survenue seulement au cours de ces deux dernières années. Elle a lieu principalement le long de la route Nouakchott-Kiffa. Magta-Lahjar lui-même dont les premières maisons datant de la fin des années 40, comptait déjà en 1977 3821 résidents, chiffre qui s'est accru depuis d'au moins un bon tiers, nous dit-on. "Jusqu'en 1969, nous dit un notable Idegjmolla notre famille était la seule à Magta Lahjar". Sangrafa, dont la première maison date

de 1964, est aujourd'hui une grosse bourgade qui comptait, en 1977, 1240 résidents, et en compte à présent sûrement près du double. La sédentarisation a lieu aussi autour de site de barrages comme Oued Amour (1081 résidents en 1977) ou Dionaba (1122 résidents en 1977).

Le motif de sédentarisation principal invoqué par nos interlocuteurs c'est la sécheresse, même quand ils reconnaissent comme ce vieux torkzi (de la tribu maraboutique des Torkoz), interviewé à Magta Lahjar être venu en ville vers 1960.

Il y a bien sûr les pertes qui ont affecté le cheptel : dans le cas de nombreux sédentarisés récents, le troupeau a été décimé en totalité. Les dégâts ont été particulièrement lourds parmi les bovins, qui constituaient jadis l'essentiel du cheptel régional (cf l'expression "ma tlat bagra hamra mahi l'taggat" = "il n'y a plus de zébu rouge qui n'appartienne au Taggat", la principale tribu maraboutique de la région).

Il y a aussi les difficultés inhérentes à la vie nomade elle-même : les privations, les déplacements continuels, la recherche des animaux égarés, les difficultés avec les agriculteurs... Si l'on ajoute à tout cela l'exode des jeunes vers les villes, l'imposition de modèles de consommation issus des mêmes villes la disparition des esclaves qui gardaient les troupeaux, on comprend la sévérité avec laquelle les nomades jugent eux-mêmes leurs conditions traditionnelles d'existence et l'envie qu'ils ont de les abandonner. Sans oublier qu'ils semblent maintenant avoir pris conscience de leur marginalité par rapport au peu d'équipements sociaux collectifs qu'il y a en Mauritanie,

en particulier, santé et enseignement. Bon nombre des personnes en déplacement rencontrées à la gare routière de Magta Lahjar se déplaçaient pour des raisons de soins médicaux. (il n'y a pour toute la préfecture de Magta Lahjar, peuplée en 1977 de 33.937 personnes dont 20.050 nomades, qu'une infirmière, 2 garçons de salle et un chauffeur).

Le souci de donner une instruction à leurs enfants agit parfois comme mobile direct de sédentarisation : c'est en particulier le cas des Mechdouf de Sangrafa qui se sont fixés une première fois à Aguiert, puis situé à 35 km au nord-ouest de Sangrafa, uniquement disent-ils pour pouvoir donner une instruction scolaire à leurs enfants. Cette fixation était en fait une première étape (de compromis) vers une véritable sédentarisation : le puits d'Aguiert situé loin de l'axe routier, se trouvait encore dans leur zone de pâturage habituelle. Après de nombreux démêlés avec les Taggat, tribu maraboutique propriétaire du puits, qui contestait aux Mechdouf le droit de construire une salle de classe sur une terre leur appartenant, ils finissent, après plusieurs arbitrages et interventions où les hiérarchies traditionnelles et modernes furent mises à contribution (un riche commerçant Mechdouf de Nouakchott, soudoyant une sommité religieuse des Taggat...), pour obtenir le consentement de leurs hôtes. Une salle de classe fut donc construite et des cours purent, durant 5 ans (de 1973 à 1978), y être dispensés.

Mais au bout de ces 5 années, le puits d'Aguiert vint à tarir, et les Mechdouf durent de nouveau se déplacer pour venir cette fois s'établir "en ville", à Sangrafa, toujours

d'ailleurs sur une terre appartenant aux inévitables Taggat. Nouveaux démêlés, nouvelles interventions (privées et administratives). Les nouveaux venus, veulent cette fois-ci construire leur propre puits sur un sondage de la société brésilienne (Mendès Junior International) qui construit la route Nouakchott-Néma, édifier un local pour abriter les études de leurs enfants, bâtir des maisons pour eux-mêmes. Les Taggat voient d'un très mauvais oeil l'insertion de ces nouveaux venus. Finalement, sur intervention des autorités administratives (en temps normal représentées à Sangrafa par un auxiliaire de la garde!) qui prennent à leur charge les frais d'édification d'un puits sur le sondage de la Mendès (cf lettre du Gouverneur du Brakna au Ministre de l'Intérieur n° 58 RB/A/CF du 24 Avril 1979. In Archives Régionales, Dossier 9-6, "Litiges Domaniaux"). Les Mehdouf pourront s'abreuver à Sangrafa où on leur attribue, à l'ouest et un peu en marge de l'agglomération, des concessions. Ils continuent cependant à se plaindre de la mesquinerie de leurs hôtes qui leurs vendent même la terre crue, le banco avec lequel on fabrique les briques des maisons !

Sans doute pour ne pas envenimer leurs rapports avec les Taggat, les autorités ne veulent pas que les Mehdouf construisent comme ils en manifestent l'envie une école qui serait exclusivement leur (durant quelques semaines, au début de l'année scolaire, les familles composant le groupe Mehdouf ont dû à tour de rôle céder leur terre transformée pour quelques jours en salle de classe...). On leur promet qu'une école publique sera construite. Mais Quand ?

En attendant, ils s'installent. Notre interlocuteur principal au sein de ce groupe a lui-même une boutique et parle de se débarasser de son bétail s'il trouve un bon prix.

Des problèmes se posent à ces grands nomades en voie de fixation définitive. A titre d'exemple, une mésaventure pourra illustrer jusqu'à un certain point les difficultés nouvelles liées à l'usage pour la garde du troupeau de bergers rémunérés à un coût exorbitant, et auxquels il faut sans cesse faire des cadeaux de peur que du jour au lendemain ils ne vous laissent là avec votre troupeau. Depuis l'année dernière l'interlocuteur cité ci-haut confie la garde de son troupeau (75 à 80 chameaux) à un berger Idekchemma (fraction dépendante de la tribu maraboutique des Oulad Ebieri) moyennant le paiement annuel d'un "higg" (chamelon de 2ans) plus trois pièces de guinée. Récemment il nomadisait dans l'Aoukar, aux approches de la Egla (puisard) d'Alfreynna, quand les gendarmes sont venus l'arrêter, sur une inculpation de vol. Les gendarmes ne se sont guère souciés des chameaux, dont un hartani qui nomadisait avec le berger a pu regrouper une partie. Mais une trentaine des bêtes, dont une chamelle qui vient de mettre bas (animal précieux entre tous !) restent, si l'on peut dire, dans les champs. Comment faire pour les récupérer ? (Le lieu où ils sont dispersés est à 5 jours à dos de chameau de Sangrafa). Comment s'occuper de ce bétail quand on tient boutique à Sangrafa et que l'on se préoccupe beaucoup de scolariser ses enfants ? Comment trouver un berger fiable et expérimenté qui ne vous tyrannise pas par des demandes incessantes et surtout qui soit stable ?

Parmi les nomades interrogés, aussi bien jeunes que vieux, on pense que le nomadisme en général, dont on

souligne que les autorités ne se soucient guère (nous avons fait sourire lorsque nous avons parlé de l'action administrative en matière de santé animal : les autorités ne s'occupent même pas de la santé des hommes comment voulez-vous qu'elles se préoccupent de la santé des bêtes ?"). Les services vétérinaires pour toute la région de Magta Lahjar se réduisent à 6 personnes. Ils n'ont plus de véhicule, plus de carburant, plus d'argent, plus de vaccin, parmi ces personnes donc, un pessimisme général règne quant à l'avenir du nomadisme.

2. Le mouvement des agriculteurs

Les agriculteurs aussi sont soumis à des mouvements périodiques, une mobilité étroitement dépendante des conditions naturelles de l'agriculture. Nous en avons distingués, en fonction de l'amplitude, deux :

(i) Un mouvement de très faible amplitude (entre quelques centaines de mètres et quelques kilomètres), qui comme celui des agriculteurs du barrage de Magta Lahjar, les amène de leurs maisons du ksar ou de leur emplacement d'hivernage, situés à une dizaine de kilomètres, aux abords immédiats des champs qu'ils entourent, comme cela se fait dans tous les autres barrages de la région d'une présence circulaire formant clôture, jusqu'à la fin des récoltes.

Quelques-uns de ces agriculteurs (rares sans doute) demeurent d'ailleurs propriétaires de troupeaux, que des bergers, aujourd'hui pour la plupart, au moins partiellement rémunérés en monnaie, mènent paître au loin durant la période des travaux des champs. "Au début (c'est-à-dire

il y a quelques 30 ans), nous disait un notable local, on n'envoyait que quelques personnes aux champs, aujourd'hui, on n'envoie plus que quelques personnes avec le bétail".

La majorité des agriculteurs ne possède en fait que quelques chèvres ou moutons, entretenus une bonne partie de l'année sur les sous-produits de la culture.

(ii) Il y a un mouvement saisonnier des agriculteurs d'une amplitude plus grande que le précédent : celui qui les mène des cultures d'hivernage aux cultures de barrage, voire parfois d'une culture d'hivernage à une autre. Un campement de haratine de la petite tribu maraboutique de Abul Cheikh Ould Menni, rencontré à Oued Amour, en est un bon exemple. Ils passent la saison des pluies à Agureymin, un Oued appartenant à leur tribu, et situé à une dizaine de kilomètres au nord de Oued Amour. Dès la fin de l'hiver, ils s'installent aux abords de la Tamourt de Gadel (mare permanente) qu'ils possèdent conjointement avec la fraction Taggat des Ideinnib. Ils y feront quelques cultures d'hiver, de même qu'ils ensemenceront, si la saison des pluies les a rendus viables, leurs terrains tribaux du lit de Gorgol Blanc, situé à moins de 10 kilomètres au sud de la Tamourt de Gadel. Ce parcours s'étend en tout, du nord au sud sur une quarantaine de kilomètres.

Il faut ajouter qu'avec tout cela certains sont contraints d'émigrer la moitié de l'année au Sénégal où ils se font manoeuvres, transporteurs d'eau, vendeurs de viande cuite en détail, etc., pour faire survivre leur famille.

3. Exode rural et migrations de travail

Une autre forme de mouvement d'amplitude et d'ancienneté variable concerne les migrations de travail.

Il y a lieu de distinguer ici des déplacements relativement anciens (datant de la fin des années 50) orientés surtout vers la vallée du Sénégal et les agglomérations sénégalaises (en 1er lieu Dakar) et liés, à l'origine, à l'exportation de bétail sur pied et au commerce, d'un mouvement plus récent qui alimente les bourgs ruraux situés le long de la route Kiffa-Nouakchott, ou les cités nouvelles comme Nouakchott, Nouadhibou, Zouérate.

L'exode semble affecter pour l'essentiel des hommes jeunes. Au départ et pour la partie la plus ancienne de ces déplacements, des jeunes gens acheminaient vers le Sénégal à partir de la fin de l'hivernage et du début de la saison froide des animaux parfois achetés à crédit. Le produit de la vente était converti en céréales et en marchandises diverses destinées soit à la consommation des vendeurs et de leurs parents, soit (cette tendance a fini par prendre le dessus) à être revendues en Mauritanie, ou de plus en plus souvent, au Sénégal même où des anciens éleveurs se convertissaient en commerçants (beaucoup de "riches" commerçants maures actuels ont commencé ainsi leur carrière).

Ces commerçants revenaient en général à la saison des pluies qu'ils passent chez eux. Leur installation au Sénégal, par le prestige du séjour lointain et des ressources qu'ils procurent (ils vivent en général très chichement tant qu'ils sont à l'étranger) contribue à

à accentuer les inégalités qui existaient déjà au sein du milieu de départ des migrants (les hommes par rapport aux femmes, les hommes libres par rapport aux dépendants). Les dépendants (surtout haratine) migrent eux-mêmes, également pour la plupart au Sénégal où ils exercent de petits emplois irréguliers et très faiblement rémunérés (transport de marchandises, d'eau, travaux domestiques...).

Il faut souligner que par suite de la sécheresse de ces dernières années, de nombreuses familles qui ont tout perdu ont quitté définitivement la région pour aller s'établir dans les bidonvilles de Nouakchott.

B) Ressources et activités

Dans l'ensemble de la préfecture de Magta Lahjar, les données recueillies au cours du recensement national de 1976 font ressortir une large prépondérance de l'agriculture sur les autres activités, mais l'élevage et le commerce jouent également un rôle appréciable dans la vie économique régionale.

Dans cette région l'élevage concernait surtout l'espèce bovine (zébus peulhs et maures) et les petits ruminants, beaucoup plus vulnérables que les chameaux lorsque les années de sécheresse se succèdent comme ce fut le cas au cours de la dernière décennie.

Les dégâts consécutifs au déficit pluviométrique chronique des années 70 ont été particulièrement lourds parmi les espèces précitées. De nombreux sédentaires récents ont pratiquement perdu la totalité de leur bétail. On assiste en même temps à une descente des chameliers venus du nord et qui sont eux aussi de plus en plus contraints de prolonger leur nomadisation vers des contrées beaucoup plus

méridionales pour trouver des pâturages. Il faut souligner ici que la sécheresse n'agit pas seulement par réduction du nombre des troupeaux mais qu'elle affecte également l'ensemble des processus de croissance, de reproduction (forte mortalité des jeunes et faiblesse du taux d'insémination) et de commercialisation du cheptel (les animaux jeunes et âgés, premières victimes des mauvaises conditions climatiques, constituent habituellement les éléments du troupeau qu'on commercialise de préférence).

Les conditions sociales ont également changé si l'appropriation du bétail dans le cadre familial reste régie par les normes traditionnelles (chaque membre de la famille possédant en propre ses animaux, mais le chef du foyer gérant en fait la totalité), la garde du troupeau semble évoluer de plus en plus vers le salariat. Deux formes de rémunération sont pratiquées :

(i) la première utilise les ressources du troupeau: par exemple le propriétaire d'un troupeau de chameaux proposera à un berger un higg ou un jdaa (chamelon de 2 ou 3 ans) par an en sus du lait, de la laine, etc. Il s'y ajoutera, selon les contrats, du thé, des vêtements, des céréales en quantités et selon des périodicités plus ou moins fixés.

(ii) le second mode de rémunération est monétaire. Il varie, dans la région entre 1000 et 2000 ouguiya par mois.

Cette évolution, liée à l'émancipation des esclaves et au départ des jeunes vers les villes, suscite des réflexions amères chez les propriétaires sur les insatiables exigences des bergers d'aujourd'hui et sur leur instabilité.

1. Pâturages et eau

En règle générale l'attitude des nomades à l'égard des pâturages est caractérisée par le souci de satisfaire momentanément la faim de leurs troupeaux et une assez grande sinon totale, insouciance quant à l'avenir de ces pâturages. L'idée de les considérer comme un capital susceptible d'être entretenu, utilisé de manière planifiée au moyen de parcelles clôturées et fauchées par exemple, suscite toujours le plus grand scepticisme. L'usage de fourrage artificiel demeure insignifiant et se limite à l'alimentation de quelques laitières entretenues en ville par des notables.

Nous avons pu constater au cours de nos différents déplacements et interviews que le problème de l'eau reste une préoccupation essentielle pour les nomades : la propriété tribale de la terre et des points d'eau semble souvent génératrice de difficultés pour les nomades en déplacement, pratiquement contraints de recourir en permanence à des points d'eau qui ne leur appartiennent pas. Un jeune peulh rencontré à Magta Lahjar a même affirmé que son groupe a parfois été contraint de payer pour pouvoir abreuver ses animaux.

Ces questions de pâturages et de points d'eau interviennent également dans les dissensions continuelles qui opposent agriculteurs et éleveurs, conflits d'autant plus aigus qu'ils prennent souvent la coloration d'une opposition de classe, voire d'ethnie, les agriculteurs étant pour l'essentiel des haratine, les éleveurs des maures "blancs".

2. Productions animales

Comme pratiquement partout dans la société maure, la production laitière ne donne lieu à aucune commercialisation dans la région.

Quant à la commercialisation du bétail sur pied, elle a lieu principalement au mois d'août mais elle se poursuit en fait toute l'année. Les animaux vendus au mois d'août le sont très souvent à des intermédiaires qui les achètent à crédit, les acheminent vers les marchés de Zouérate et Nouadhibou, et remboursent les éleveurs une fois qu'ils ont vendu le bétail (il s'agit en général de gens de confiance). Une partie des bêtes commercialisées est vendue sur les marchés locaux.

En temps normal, la commercialisation porte essentiellement sur les jeunes mâles, les femelles stériles ou les bêtes âgées. Comme nous l'avons déjà souligné les perturbations de ces dernières années ont conduit les éleveurs à vendre en fait indifféremment toutes les catégories de leur bétail.

3. L'Agriculture

C'est l'activité qui occupe durant une bonne partie de l'année (de juillet-août à début mars) la majeure partie de la population.

En février, au moment où s'est déroulée notre enquête, les cultures sous pluie sont déjà récoltées et seules restaient encore à couper les cultures de barrage, qui sont en fait, et de loin les plus importantes.

Les conditions techniques de ces cultures sont strictement traditionnelles (houe, bâton à fouin...). On n'utilise aucune espèce d'engrais, sauf qu'après les récoltes les animaux viennent paître sur les champs et contribuent ainsi à les fumer. Aucune forme d'assolement ou de rotation des cultures n'est pratiqué. Les agriculteurs associent en général le mil (surtout la variété taghalhit, sorghum gambicum) au niébé, ce qui a l'avantage de fournir au premier un appoint de matières azotées que le niébé fixe en nodosités sur ses racines. Les soins des plantes se réduisent à peu de chose et on ne sait guère les soigner.

Les superficies individuelles sur les terres de barrage que nous avons observées varient entre 1 et 2 ha environ. Les rendements restent médiocres : 300 à 400 kg/ha pour le mil.

Les agriculteurs se nourrissent sur les produits de leurs champs au fur et à mesure qu'ils arrivent à maturité et quand arrive la récolte proprement dite, il n'y a plus, entre les dettes à rembourser (les crédits sont pratiqués par les commerçants à des taux exorbitants : les objets sont souvent vendus à crédit le double de leur valeur au comptant et ce qui revient au propriétaire foncier, grand chose à commercialiser. D'où le fait que le prix du mil reste pratiquement inchangé au moment des récoltes : le mond était à 60 UM en février à Magta Lahjar et les commerçants nous ont affirmé qu'il ne subira sans doute aucun changement quand les champs auront été récoltés.

4. Conditions sociales de l'agriculture

Ici comme ailleurs, les terres de barrage, et les barrages eux-mêmes appartiennent à des collectivités tribales. Le barrage de Magta Lahjar, construit à la fin des années 40 par la tribu maraboutique des Idegmolla, sur une terre lui appartenant, permet aujourd'hui d'inonder une superficie de 1400 ha.

Les notables de la tribu et même le simple Idegmolla insistent sur les efforts nécessités par l'édification de cet ouvrage et les sacrifices en biens et même en hommes qu'il a fallu consentir pour réaliser cet ouvrage. Officiellement tous les Idegmolla (y compris naturellement les haratine et les esclaves) ont été conviés à prendre part aux travaux ou, à défaut, à participer financièrement à leur réalisation. Ceux qui ont pu faire les deux (travailler et participer aux frais se sont vus à l'issue des travaux attribuer deux coud (2 parcelles tirées au sort) ceux qui n'ont pu faire que l'un ou l'autre ont dû se contenter d'un coud. Il s'agissait naturellement uniquement des hommes adultes de la tribu, au départ un millier d'attributaires. Il est vraisemblable qu'à l'époque (l'esclavage était encore vivace et fort répandu) les esclaves et haratine aient été très faiblement représentés au moment du partage. Il fut également établi que toute personne désireuse de vendre ou de céder sa parcelle doit le faire uniquement à un autre membre de la tribu et que donc aucun étranger ne sera admis comme propriétaire sur la terre des Idegmolla.

Cette clause devait avec le temps contribuer à accentuer les disparités entre propriétaires et permettre à ceux qui ont les moyens d'entrer en possession de superficies

relativement importantes et qu'ils ne peuvent directement exploiter. Si l'on ajoute à cet élément le vieillissement, voire la disparition de bon nombre de ceux qui avaient participé aux travaux du barrage, les effets de la scolarisation et de l'attraction des villes nouvelles sur les jeunes en mesure de travailler les champs, on comprend aisément le rôle du métayage et du salariat agricole à Magta Lahjar.

Il semble, en effet, que plus de 80 % des parcelles inondées par le barrage de cette localité soient exploitées par des métayers travaillant pour la moitié de leur récolte ou des ouvriers agricoles, touchant 100 à 150 ouguiya par jour. Ces métayers et ouvriers agricoles sont dans leur quasi totalité des haratine issus pour une partie d'entre eux de groupes extérieurs aux Idegjmolla, quelques fois marginaux dans la région (Ahel Babiyya, Ahel Cheikh Ould Menni ...) et durement éprouvés par la sécheresse.

Ailleurs qu'à Magta Lahjar, les conditions sociales du travail agricole sont variables. A Oued Amour, le salariat paraît plus important que le métayage. A Dionaba, les haratine travaillent tout simplement pour leurs maîtres. A Bidjingal par contre, ils travaillent pour eux-mêmes. A Chogar Gadel, les cultures sont perturbées depuis deux ans par un conflit autour de la propriété de la terre entre les haratine et les maures "blancs" (voir étude sur Organisation Sociale de la Production Agricole).

Il faut ajouter aux cultures traditionnelles des tentatives encore très limitées de production maraîchère, notamment à Magta Lahjar. L'extrême dénuement de la population ajouté aux problèmes de l'eau ne favorise guère l'extension d'une telle activité. Des semences de pommes de terres distribuées par le

par le service local de l'agriculture sont ainsi consommées, leurs épiluchures seules étant semées.

II. Organisation Sociale

A. Famille et Mariage :

Les circonstances rituelles et les exigences endogamiques traditionnelles demeurent généralement inchangées. L'âge du mariage pour les femmes semble s'être élevé, en partie sans doute à cause du départ des hommes vers les villes et du temps vraisemblablement de plus en plus long qu'ils mettent à amasser une dot toujours plus volumineuse.

On nous a parlé à Dionaba d'un jeune homme qui est resté absent pendant 10 ans et qui est revenu se marier dans le village. En une semaine il a dépensé 100 000 ouguiya (dot, et réceptions, etc.) ; et il a dû recourir à un prêt pour payer le voyage de retour vers Nouadhibou, où il séjournera sans doute longtemps avant de revenir. Nombreux exemples tout aussi exorbitants nous ont été cités. Cependant toutes les dots ne sont pas aussi ruineuses mais tout le monde se plaint du volume de plus en plus considérable des dépenses nécessitées par le mariage.

Le gonflement de la dot n'empêche d'ailleurs pas l'instabilité des couples de continuer à être très grande. Comme si les dépenses ruineuses effectuées à l'occasion des mariages étaient l'expression d'une revanche momentanée mais pesante de la gente féminine, constamment guettée par le divorce, sur des hommes dont il faut tirer le maximum tant qu'ils sont là.

Alors que la sédentarisation et l'exode rural ont entraîné une émancipation quasi-complète des esclaves et une autonomie

toujours plus affirmée des jeunes, les femmes, constituant le groupe qui bouge le moins, ont gardé pratiquement intact leur statut traditionnel. La division familiale du travail que leur confie tout ce qui a trait à la gestion domestique du foyer et qui attribue aux hommes la prépondérance pour tout le reste demeure inchangée.

Ces remarques doivent naturellement être modulées en fonction des caractéristiques propres aux différents groupes de la société maure que nous avons évoqués dans le "Profil Sociologique".

B. Ethnie - Tribu :

Les cadres de solidarité et d'organisation traditionnels semblent conserver une bonne part de leur rôle passé :

- . Appropriation tribale de la terre
- . Collectes et cotisations pour les victimes de catastrophes, ceux qui doivent payer une dia, etc.
- . Place de l'assemblée des notables dans la résolution des conflits internes, etc...

Il faut dire qu'en de nombreux endroits la présence de l'administration est sporadique, voire inexistante.

La vivacité du cadre tribal se remarque également quand il s'agit par exemple de mettre sur pied des groupements coopératifs ou pré-coopératifs : ils prennent tout de suite une coloration tribale et ont donc toutes les chances de reproduire les caractéristiques propres à cette forme d'organisation (cf les 3 groupements pré-coopératif de Magta Lahjar). Dans l'ensemble cependant, les personnes interrogées estiment que le cadre politique traditionnel passe désormais après l'autorité de l'Etat bien que cela ne semble pas avoir amélioré le fonctionnement de telles organisations locales.

- Du point de vue ethnique, les maures sont largement majoritaires dans cette préfecture où l'on rencontre également quelques groupements peulhs.

Cette communauté, marginale dans la région où elle rencontre parfois semble-t-il, des difficultés pour abreuver ses animaux (elle ne possède pas de points d'eau et est plus "étrangère" aux propriétaires maures que d'autres maures.), fournit quelques bergers rémunérés, en général très appréciés des propriétaires maures aisés.

C. Hiérarchie Sociale

La division de la société en groupes professionnels (guerriers, marabouts, artisans, haratine) plus ou moins étanches connaît des transformations que les groupes traditionnellement les plus exploités, notamment les haratines, voudraient accélérer.

En fait, dans cette région où l'agriculture représente depuis plusieurs décennies un secteur important de l'activité économique, il n'était pas rare de rencontrer des maures "blancs" (surtout issus des groupes maraboutiques ; Idejolla, Taggat, Torkoz) travaillant eux-mêmes leur terre. Nous avons aussi noté que les artisans eux-mêmes, joignent parfois à l'exercice de leur métier traditionnel, les travaux des champs. Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui encore, le gros des travaux domestiques et agricoles est effectué par la main d'oeuvre haratine. Une main d'oeuvre de plus en plus récalcitrante, consciente à la fois de sa misère et de son poids dans le système productif maure.

Ca et là se dessinent des velleités de lutte et de résistance (autour de la propriété de la terre, contre l'esclavage) qui contribuent à modifier l'image des haratine autant à leurs propres yeux qu'aux yeux de leurs anciens maîtres. Ces derniers voient de mauvais gré s'effriter des rapports de dépendance et d'exploitation qu'ils s'efforcent de faire perdurer à travers des formes nouvelles (salarariat, métayage...)

Le poids idéologique traditionnel, des groupes dominants (en particulier maraboutiques) trouve lui aussi parfois à se prolonger dans les institutions étatiques locales (le cadî de Magta Lahjar, fils de plus grand marabout de la région doit connaître parfois des affaires qui opposent ses cousins à leurs haratine.).

III. Eléments de conclusion

1. Nous avons souligné dès les premières lignes de ce compte rendu que le pastoralisme pur au sens d'une communauté mobile vivant principalement des ressources de l'élevage, ne représente plus qu'un élément secondaire, voire résiduel dans la vie économique de la région de Magta-Lahjar. C'est désormais l'agriculture qui représente l'activité économique majeure de la région. Les seuls projets officiels de développement régionaux concernent d'ailleurs l'agriculture où il s'agit de remettre en état ou de créer de nouveaux barrages...

2. Le pastoralisme lui-même ne semble guère préoccuper les autorités. A l'heure qu'il est, et si les conditions climatiques continuent à être aussi mauvaises, il aura bientôt disparu de la région, tout au moins sous la forme d'un mode de vie engageant une part importante de la population. Ses résidus connaîtront

sans doute une évolution comparable à celle qu'on peut observer dans la région de Nouakchott : transfert des derniers troupeaux entre les mains d'hommes d'affaires ou de fonctionnaires, pouvant entretenir des bergers bien rémunérés, et suppléer parfois au manque de pâturage par l'achat de fourrage artificiel.

3. Pour empêcher une telle évolution de parvenir à son terme, et si l'on admet que le nomadisme est la façon la plus judicieuse de tirer profit d'une nature aux ressources maigres, il faudrait que les autorités apportent aux nomades là où ils sont (par le biais d'équipes mobiles) les secours et les services (santé, éducation, etc.) dont ils ont un urgent besoin.^{1/}

4. Il serait, croyons-nous, utopique de penser qu'une part vraiment significative des groupes récemment sédentarisés soit susceptible de redevenir nomade à la faveur d'une situation climatique meilleure.

5. Tout effort d'éducation (la radio, de plus en plus répandue dans les campagnes pourrait peut-être jouer dans ce sens un rôle intéressant) devra prendre en considération le rôle particulier des femmes :

a. C'est le groupe qui migre le moins vers les villes donc celui sur lequel repose de plus en plus la vie économique et sociale locale du groupe.

b. L'élevation de son niveau culturel indépendamment de ses répercussions sur l'hygiène et l'éducation des enfants, peut contribuer à atténuer les effets de phénomènes comme l'inflation de la dot, les comportements dépensiers et ostentatoires dans lesquels son attitude joue un rôle central.

1) Voir étude sur l'Elevage par C. WILDER, RAMS.

6. En ce qui concerne l'agriculture, on peut dire que le système actuel du salariat agricole et du métayage lié à la forme tribale (et de classe : la propriété de la terre revient pour l'essentiel aux maures "blancs") d'appropriation de la terre ne favorise guère, là où il prédomine l'épanouissement de l'économie régionale. Il ne procure en effet que des revenus dérisoires aux propriétaires directs et des ressources insignifiantes aux métayers.
7. Ce système paraît d'autant plus absurde que ceux qui l'entretiennent et auxquels il est sensé profiter sont en fait contraints de migrer eux-mêmes pour le faire vivre : en effet bon nombre de propriétaires (ici une enquête statistique précise serait fort utile) sont commerçants au Sénégal, à Nouakchott, etc, pour subvenir à des besoins que la production agricole est incapable de satisfaire.
8. Les autorités ont le choix entre aider ce système à survivre, y investir tel qu'il est (entretien des barrages existants, édification de nouveaux barrages, prêts ou dons aux communautés qui les possèdent actuellement notamment pour la pose de clôture, comme le réclament les gens de Magta Lahjar) ou bien reformer le système de propriété pour permettre aux producteurs directs de tirer un meilleur profit de leur activité.

NEMATABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	27
I <u>Le Mouvement</u>	27
A. Le Mouvement du Nomadisme	28
B. Exode - Migration, - Sédentarisation	31
II <u>Ressources Economiques des Nomades</u>	33
A. Données générales	33
B. Possession et garde du bétail	35
C. L'Eau	36
D. Les Produits	38
III <u>Autres Activités Economiques de la Région</u>	39
A. L'Agriculture	39
B. Commerce et transport	42
IV <u>Société</u>	43
A. Famille - Tribu	43
B. Hiérarchie Sociale	46
V Eléments de Conclusion	49

Introduction

L'éloignement et les difficultés de communication ont contribué à maintenir cette région dans un isolement dont les effets se font sentir encore aujourd'hui.

La survie, presque intacte, d'un nomadisme des grands parcours (69 % de la population régionale est nomade en 1976) ainsi que le retard très accusé que la région connaît dans tous les domaines (santé, éducation, routes, etc.) s'expliquent dans une large mesure par cette situation d'enclavement.

Puisque cette brève enquête visait avant tout à donner des indications concrètes sur l'évolution actuelle du nomadisme et que celui-ci se définit d'abord par le mouvement qu'il implique, nous nous attacherons en premier lieu à l'examen de ce mouvement.

Nous avons souligné dans notre précédent rapport de mission, que le nomadisme c'est aussi une organisation économique et sociale qui implique toujours des sédentaires et qui, parfois survit au mouvement lorsque, pour une raison ou pour une autre, celui-ci vient à s'arrêter.

C'est à l'examen de cette organisation économique et sociale que nous consacrerons donc la suite de notre exposé.

I. Le mouvement :

Nous avons regroupé, comme dans le précédent rapport et par souci de clarté, le mouvement du nomadisme et les autres mouvements qui affectent la société nomade (mouvement saisonnier des agriculteurs, migrations de travail...).

A) Le mouvement du nomadisme :

Nous nous sommes particulièrement préoccupés des déplacements des grands nomades chameliers. La région visitée constitue à cet égard un lieu d'observation, d'un intérêt tout particulier puisqu'elle possède (avec le Dhar de Oualata notamment) les terrains de parcours traditionnels des derniers vrais bedouins de Mauritanie, au premier rang desquels la grande fraction Mechdouf des Hmennat (tribu guerrière). Le cycle de nomadisation de ces pasteurs, associant en général des ovins caprins à l'élevage des chameaux se caractérise par une assez grande régularité.

Se déplaçant par petits groupes (les tentes isolées sont fréquentes et les campements dépassent rarement cinq tentes), ils passent la saison froide dans les régions de hadh (plante salée très appréciée par les chameaux) et de sbat (*stipagrostis purgens*) souvent à plusieurs jours du point d'eau le plus proche. Durant cette saison, en effet, les bêtes peuvent se passer d'eau pendant plusieurs jours et les hommes s'en dispensent aussi en s'abreuvant uniquement de lait.

Sur ces pâturages d'hiver, les déplacements sont relativement fréquents (on reste tout au plus deux semaines dans un même endroit). Seules parmi le troupeau, les laitières sont d'ailleurs effectivement surveillées, le reste des animaux étant parfois entièrement livré à lui-même durant tout l'hiver, et récupéré comme sur rendez-vous à des points d'eau connus, parce qu'habituellement les mêmes, et vers lesquels convergent dès les premières chaleurs (fin Mars) les bêtes et les hommes. Pour accroître leur autonomie (pour des raisons de pâturage et même durant la saison sèche, on se tient toujours à bonne distance des points d'eau) ces nomades utilisent depuis quelques

années des tonnelets métalliques d'origine européenne, où l'eau se conserve bien plus longtemps que dans les traditionnelles greb (sg : guerba, outre en peau de chèvre) qui peuvent se vider progressivement sous l'effet de l'évaporation.

N'ayant ni les moyens, ni le temps d'aller observer dans leur séjour d'hiver, ces nomades, nous nous sommes contentés des indications recueillies auprès de ceux parmi eux que nous avons pu rencontrer dans la région de Néma - Oualata.

Une mission de la gendarmerie nous a donné des renseignements sur une tente isolée de Hmennat (fraction Dlakna) comprenant un homme, une femme, deux jeunes filles et un garçon. Située à deux jours à dos de chameau du point d'eau le plus proche, elle revenait des environs de Agoueylil en-Nmadi, à quelques 120 km plus au Nord où elle avait séjourné tout l'hiver. En année normale, cette famille passe la saison sèche sur la falaise de Tagouraret à proximité du puits du même nom et remonte progressivement, avec la saison des pluies (les déplacements deviennent alors quasi-quotidiens), pour se retrouver en hiver sur ses pâturages de Hadh, dans les lointaines régions du N.E du Dhar.

Cette année, étant donné qu'il n'a pratiquement pas plu sur la région de Oualata, elle envisage de poursuivre sa descente jusqu'au puits de Noual, à quelques 76 km à l'Ouest de Néma, dans le Baten, et peut-être au delà. Elle aura alors parcouru, depuis son lieu de séjour d'hiver près de 300 km. Un jeune berger Hmennat, rencontré à Ouinat Rajjat, à une dizaine de km au Sud de Néma, descendu avec ses parents des mêmes régions que la famille Dlakna dont nous venons de parler,

et ayant parcouru avec les siens quelques 400 km depuis deux mois en direction du Sud, affirme qu'ils n'ont aucune idée de l'endroit où s'arrêtera leur descente... peut-être jusqu'à Ras El Ma (lac F'aguibine). Leur poursuite des pâturages méridionaux les aura alors menés sur plus de 800 km qu'il faudra parcourir en sens inverse dès les premières pluies car les chameaux sont très vite menacés par la tabourit (trypansomiasse) qui sévit à l'état endémique dans les régions soudaniennes au moment de l'hivernage.

Un campement Mechdhouf (5 tentes, fraction Chouamat), installé non loin du puits de Mabrouk, à quelques 30 km au Sud de Néma et descendu de la région de Tiguiguet, à l'Ouest de Oualata, refera lui aussi le parcours en sens inverse dès le début de la saison pluvieuse. Les gens se déplacent peu en cette saison (1 fois par mois) et sur de petites distances (1 à 2 km) alors que le reste de l'année, en particulier en hivernage et lors du grand mouvement Nord-Sud, les déplacements sont pratiquement quotidiens.

Le mobile unique de tous ces déplacements ce sont les pâturages. C'est l'homme le plus expérimenté (pas nécessairement le plus âgé ou le plus fortuné) qui décide, après consultation avec les autres membres du groupe, de la date, de la direction, de l'amplitude du mouvement à effectuer. Aujourd'hui, comme autrefois, les déplacements se font à pied et à dos de chameau.

Chez les propriétaires de bovins, la mobilité est beaucoup moins grande et elle concerne généralement des parcours très réduits (une cinquantaine de km/an). L'élevage bovin s'accommodait même souvent dans cette région d'une complète sédentarisation. C'est ainsi que les Ijoumman El Arab (tribu maraboutique), fixés

sur leur terre de Ouinat Rajjat depuis plus de soixante ans, possédaient avant la sécheresse de ces dernières années, d'importants troupeaux de boeufs. A l'heure actuelle, rares parmi eux sont ceux qui ont plus de quelques têtes. Il faut dire qu'aux effets de la sécheresse, est venue s'ajouter l'intensification du mouvement Nord-Sud (ou N.W. - S.E.) des nomades chassés des régions occidentales et septentrionales de la Mauritanie, par le manque de pâturages et dont les animaux (auxquels se joignent parfois des troupeaux "basés" au Mali), consomment les jeunes pousses d'herbe avant qu'elles n'atteignent leur maturité, compromettant ainsi d'année en année le renouvellement de ces pâturages, faute tout simplement de graines.

Exode - Migration de Travail - Sédentarisation :

Parmi les grands nomades qui entretiennent avec les villes le minimum de contact (achat de vêtements, thé, tabac, céréales... si l'on peut rencontrer des familles entières venues s'établir en ville (Oualata, Néma...) généralement parce qu'elles ont tout perdu, il ne semble guère y avoir de départs individuels touchant une catégorie d'âge (les jeunes) ou de sexe (hommes) particulière. Nous disons "il ne semble guère" car pour s'en assurer effectivement il faudrait une enquête statistique. On peut néanmoins faire observer que, d'après les "Seconds résultats Provisoires du recensement général de la population (Ministère du Plan et des Mines, Nouakchott, Janvier 1977), cette région est, après celle d'Atar (7ème Région), la région où la sédentarisation progresse le plus lentement. Alors qu'au niveau de l'ensemble du pays, on relève un taux moyen annuel de diminution des nomades résidents de 3,1 %, ce taux se réduit pour l'ancienne 1ère Région à 1,25.

Les progrès de la sédentarisation dont ce taux (qui ne prend pas en considération les 49.175 nomades de la région transhumant au Mali) veut rendre compte, concernent, pensons-nous, davantage les bouviers, nettement plus affectés par les dégâts de la sécheresse que les chameliers.

Chez les éleveurs qui étaient fixés déjà ou presque fixés avant les perturbations climatiques de ces dernières années, on note un élargissement des mouvements migratoires conduisant vers les villes ou même à l'étranger.

Les déplacements saisonniers des agriculteurs (comme ces haratine Ijoumman El Arab dont nous avons collectivement interviewé un groupe à Hassi Chicba), liés à la fin des travaux agricoles et à la faiblesse croissante des revenus tirés du bétail, concernent de plus en plus de monde (jeunes et vieux, hommes et femmes) et mènent vers des localités de plus en plus éloignées.

Dans cette communauté de Chicba, par exemple, dès la fin des récoltes (Septembre-Octobre), il ne reste plus que quelques tentes, qui se vident dans la journée de leurs occupants, partis couper du bois ou brûler du charbon qu'ils iront vendre à Néma, quand ils ne se louent pas en ville à temps complet comme employé de maison, manoeuvre, "maçon", etc..

Certains doivent aller jusqu'au Mali pour trouver du travail. Dans le village voisin de Ouinat Rajjat, peuplé lui aussi d'Ijoumman (mais cette fois-ci surtout des maures "blancs"), il existe une tradition déjà ancienne d'émigration, liée à l'exportation du bétail en direction de la Côte d'Ivoire. Elle concerne aujourd'hui la quasi-totalité des hommes jeunes de

la localité dont la plupart, laissant leur famille à Ouinat, se sont établis comme commerçants à Abidjan, d'où ils reviennent un ou deux mois par an vers la fin de la saison des pluies ou en hiver.

Nous dirons, pour clore ce paragraphe sur le mouvement que, parmi les grands nomades que nous avons rencontrés, aucun ne manifeste l'envie de se sédentariser ou de troquer ses conditions de vie, reconnues par ailleurs très dures, contre celles des citoyens. Même si le recensement de 1976 établit que 9,2 % des ménages nomades de la lère Région déclarent vouloir se sédentariser.

II Ressources Economiques des nomades :

A Données générales :

Selon le responsable régional de l'élevage, le cheptel du Hodh Oriental se compose comme suit en 1980 : -

- 425 000 bovins
- 3 500 000 ovins-caprins.
- 216 000 camelins
- 2 150 asins
- 375   quins

(des chevaux de race, bêtes de prestige et de pouvoir, existent encore à Oualata et Timb  dra). Des estimations faites sur la population bovine (celle qui traditionnellement intéresse le plus les autorités), permettent d'établir la distribution d'âge suivante au sein du troupeau régional : -

- | | |
|-----------------------------|--------|
| - moins de 1 an. | : 25 % |
| - de 1 an à moins de 3 ans | : 35 % |
| - plus de 3 ans | : 40 % |

proportions qui traduisent selon notre interlocuteur un souci d'accumulation en opposition avec une exploitation rationnelle du cheptel.

Un effort de prévention important contre les affections des animaux (en particulier la peste bovine : 210 748 vaccinations) semble avoir été entrepris en 1979 avec des moyens modestes en hommes (34 agents dont un ingénieur des travaux d'élevage et 9 infirmiers vétérinaires) et en matériel. Cet effort se limite cependant au seul cheptel bovin. Les chameaux et surtout le petit bétail qui constituent la ressource essentielle des plus pauvres, sont loin de faire l'objet d'une attention suffisante.

L'apport économique de ce cheptel est difficile, dans l'état actuel des données, à estimer. L'abattage contrôlé, qui ne représente en fait qu'une fraction assez faible de la consommation réelle de viande, a rapporté en 1979 du budget de la région 1 430 030 ouguiya (1 827 bovins abattus, 8 678 ovins-caprins, 960 camelins).

Au point de vue de la commercialisation, l'exportation du bétail sur pied qui avait été officiellement interrompue, a repris depuis quelques mois dans le cadre des accords de la C.E.A.O. Les chiffres officiels sur les huit derniers mois de 1979 (2 247 bovins, 2 400 ovins-caprins) ne reflètent que très partiellement la circulation du bétail en direction de la Côte d'Ivoire et du Mali.

La commercialisation interne, à destination des autres régions de la Mauritanie, est elle aussi difficile à évaluer avec exactitude. Appelée sans doute à connaître un développement croissant avec les progrès de la route goudronnée en direction de Néma (les ovins-caprins et même les bovins sont déjà acheminés par semi-remorque de Kiffa vers Nouakchott), elle s'établissait officiellement en 1979 à 39 061 ovins-caprins et 350 camelins.

B Possession et garde du bétail :

Dans cette région comme ailleurs chez les maures, le gros du bétail est entre les mains de maures "blancs", les haratine étant dans leur majorité des agriculteurs sédentaires ou semi-sédentaires, possèdent quelques ovins-caprins.

Les grands chameliers sont surtout les Mechdhouf, tribu guerrière qui domine politiquement la région depuis le 19^e siècle. Mais il y a aussi les fractions guerrières des Oulad Billa et Abdel Bou Radda de la tribu des Oulad Daoud ainsi que des groupements maraboutiques (glagma, tinouajjou...). Quant aux bovins, leur élevage ne relève d'aucune spécialisation particulière même si les tribus maraboutiques (Ijoumman, Ahel Talch Moctar, Messouma, Chorfa...) semblent s'y adonner plus volontiers qu'à celui des chameaux.

Au sein des familles, les règles d'appropriation traditionnelles restent inchangées : le mari, son épouse et parfois leurs enfants, possèdent chacun ses propres animaux mais la décision de vendre ou de sacrifier une bête relève essentiellement du chef de famille (les troupeaux de chameaux dépassent rarement la cinquantaine pour une seule famille). La plupart des chameliers de cette région (c'est le cas de la totalité de ceux que nous avons rencontrés ou dont nous avons entendu parler, à l'exception d'une famille) s'occupent eux-mêmes de l'entretien et de la garde de leur bétail. Le salariat des bergers, généralisé autour de Nouakchott et en progression rapide dans la région de Magta Lahjar, semble encore pratiquement inexistant ici.

L'impression prévaut aussi que le travail servile chez les grands nomades ou du moins chez ceux parmi eux qui

descendent habituellement à la saison sèche vers Néma (les seuls que nous avons directement interrogés), que ce travail servile donc a considérablement regressé. Il nous a été affirmé que les nomades rencontrés n'ont en général pas d'esclaves et se répartissent eux-mêmes la garde de leurs troupeaux.

Le système traditionnel de la mniha (prêt à usufruit) dans une région qui connaît encore de nombreux vols^{1/}, et qui servait jusque vers les années 30 d'objectif privilégié pour les rezzous venus du Nord, ce système qui répartissait les risques tout en fournissant des ressources à des parents ou des clients peu fortunés demeure vivace.

C) L'Eau

Plus que l'accès aux pâturages, l'accès à l'eau pose parfois des problèmes aux nomades en déplacement, en particulier lorsque l'appropriation tribale des points d'eau se double d'une appropriation individuelle des puits.

Nous avons assisté à Ouinat Rajjat, localité appartenant aux Ijoumman el Arab, à un début d'altercation entre un homme âgé des Oulad Ebieri, fixé chez les Ijoumman et un jeune berger des Hmennat venu abreuver ses chameaux (en cette saison ils ont déjà besoin de boire une à deux fois par semaine), le premier interdisant au second l'usage d'une Ogla, appartenant dit-il à un de ses amis absent. Il accusait les usagers de déplacer n'importe comment les pierres qui formaient un dallage autour de l'entrée du puits, menaçant celui-ci d'éboulement.

1/ Un groupe de convoyeurs de bétail, rencontré au marché de Néma et composé de différentes tribus (Oulad Billa, Tinouagiou etc...) attribue la responsabilité majeure des raptés d'animaux aux Némadi, dont quelques-uns interrogés à Oualata rejettent bien sûr avec indignation de telles accusations. Une chose demeure certaine cependant c'est la relative multiplicité des vols de bétail.

La plupart des puits de cette localité, peu profonds et creusés par des familles ou des petits groupes sont aujourd'hui situés à l'intérieur de concessions fermées destinées au maraîchage.

Il est évident que si une telle évolution se généralisait pour tous les puits de faible profondeur, les nomades rencontreraient des difficultés de plus en plus insurmontables sur leurs chemins de parcours.

D'après les renseignements dont on dispose actuellement sur les réserves en eau de la région, il existe deux nappes, une dite des Pelites, relativement peu profonde (20-35 m dans le Baten, 60-70m sur le Dhar) et dans laquelle sont forés les quelques 6 à 700 puits de la région, aujourd'hui en exploitation et une deuxième beaucoup plus profonde, celle du continental intercalaire, sur laquelle se trouve la majeure partie des pâturages du Dhar.

Les puits les moins profonds de la nappe des Pelites (20-35m) que les services de l'hydraulique considèrent comme surexploitée, reviennent en moyenne à 600-700 000 ouguiya sans l'amortissement (1 million à 1,2 million si l'on tient compte de l'amortissement). Ils fournissent un débit moyen de l'ordre de 2 à 3 m³/h.

Les puits du Dhar dont la profondeur peut aller jusqu'à 70 m, reviennent eux à près de quatre millions d'ouguiya chacun.

En 1967-68, une opération de forage de 20 puits est lancée sur le Dhar. Ils sont effectivement creusés sur un financement du Fonds Européen de Développement, mais faute d'entretien seulement 3 à 4 d'entre eux sont aujourd'hui effectivement en service. Les autres se sont ensablés.

Ce qui rend sceptique le responsable local de l'hydraulique

quand le PNUD propose de faire des forages d'exploitation avec équipement mécanique d'exhaure : il faut d'abord dit-il entretenir les simples puits, on verra après pour des installations plus complexes.

Notons encore qu'il n'existe en dehors des villes, aucun usage de fourrage artificiel ou commercial et que chez la plupart des pasteurs, l'attitude dominante à l'égard de l'environnement, est celle de la satisfaction immédiate des besoins sans grand souci de l'avenir.

D) Les Produits

Les produits animaux (lait, laine, viande, peaux...) constituent encore les éléments de base de l'alimentation et de l'équipement des nomades.

Nous nous permettrons ici de renvoyer au texte d'introduction que nous avons consacré à la société maure. Les remarques qui y figurent, concernant ce domaine sont tout à fait d'actualité au Hodh-Oriental.

A l'exception de la laine, aucun de ces produits ne donne lieu à une commercialisation de quelque importance. La laine elle-même se maintient difficilement face à la concurrence déjà ancienne des tentes en coton qui se sont parfois, chez certaines tribus (Ahel Bou Padda), entièrement substituées depuis longtemps aux tentes en laine.

Le prestige de ces dernières subsiste néanmoins aux yeux de certains : une famille des Mechdhouf que nous avons rencontrée à Mabrouk, au Sud de Néma, a acheté l'année dernière à des moutonniers Kounta un flij (une bande de laine tissée) de 13 pieds de long sur environ 70 cm de large pour 4500 ouguiya payés en argent liquide. Sa tente comporte sept de ces bandes et

il faut en remplacer au moins une chaque année pour la maintenir en bon état. Le mobilier sous la tente de ces Mechdhouf atteste également de la vivacité de l'artisanat traditionnel du cuir : la jihfa de la maîtresse de maison (selle féminine pour chameaux) a été achetée l'an dernier à 1400 ouguiya (en espèces).

Les ressources monétaires de ces nomades proviennent uniquement de la vente d'une partie de leur bétail. Il faut ici distinguer avec eux "baï el vardh" ("vente sous contrainte") et "baï el gardh" ("vente volontaire"), la première, correspondant à des circonstances exceptionnelles (catastrophe naturelle, maladie d'un membre de la famille, etc.) et engageant éventuellement n'importe quelle partie du troupeau ; la 2ème répondant à la satisfaction de besoins ordinaires (vêtements, céréales, the...) et mettant en jeu généralement des animaux âgés, des jeunes mâles, des femelles stériles.

L'importance des troupeaux de cette région qui suscitait jadis la convoitise des razzieurs, nourrit encore aujourd'hui le goût de l'aventure de quelques convoyeurs de bétail. Ceux-ci acheminent, à travers des dangers comparables à ceux encourus naguère par les rezzous en retraite, des troupeaux de chameaux qui seront vendus à Zou'rate ou Nouadhibou le double de leur prix local.

III Autres Activités Economiques de la Région

A. L'Agriculture :

Il s'agit presque exclusivement d'une agriculture sous pluie qui utilisait jusqu'en 1966 les seuls outils traditionnels (houe, bâton à fouir...).

Ce sont principalement les haratine qui s'adonnent aux

travaux agricoles sur une terre appartenant en principe à leur tribu. Dans ce cadre, chaque agriculteur possède en propre un champ qui lui appartient. Aucune redevance ou taxe n'est perçue par une autorité traditionnelle sur ces champs, et le métayage semble très rare, sinon inconnu dans cette région (multiplicité des terrains cultivables et faiblesse des rendements. Une partie de la récolte est cependant distribuée par les paysans à divers quémandeurs, guérisseurs, marabouts, parmi lesquels très souvent leurs anciens maîtres.

Les femmes participent comme les hommes aux travaux des champs en plus desquels elles doivent assurer les tâches ménagères.

La culture principale est celle du mil et les rendements traditionnels sont estimés à 400 kg/ha.

En 1966, à la suite d'essais qui semblaient concluant au Mali voisin et dont l'influence s'ajoutait à l'attrait traditionnel que ce pays exerce sur les haratine des adcuaba (villages) de la région, les autorités administratives régionales, du côté mauritanien, de lancer une "opération charrue". Disons simplement qu'elle visait à généraliser l'agriculture attelée dans un certain nombre de communes rurales de la région. Et de ce fait elle a contribué à populariser l'usage de la charrue au point qu'aujourd'hui tous les agriculteurs que nous avons rencontrés estiment que c'est la seule façon rentable de faire de l'agriculture. Elle permet disent-ils, non seulement d'accroître les rendements, mais aussi les superficies cultivées. Alors qu'avec les moyens traditionnels, un homme peut difficilement récolter plus d'une centaine de mouds (1 moud = 4 kg), à l'aide d'une charrue on peut, nous dit-on en obtenir 5.000.

Mais cet instrument coûte cher (5 700 UM l'unité) et il faut de plus se procurer les animaux de trait. Pour ceux qui en ont, les charrues constituent donc un véritable capital. Parfois ils les louent à ceux qui n'en ont pas (une charrue attelée se loue 600 UM par jour à Hassi Chicba en plus du déjeuner et du thé qu'on doit offrir à son propriétaire).

Il y a parfois association entre propriétaire de charrue et propriétaire d'animaux de trait. Il n'est pas rare non plus que des agriculteurs aisés prêtent leur charrue et leurs animaux de trait, pendant un jour et sans contrepartie aux cultivateurs les plus pauvres de leur adabaï.

Dans l'ensemble le revenu procuré par l'agriculture demeure cependant faible et la plupart des agriculteurs sont contraints de pratiquer pour la majeure partie de l'année une autre activité qu'ils trouvent d'ailleurs rarement à exercer sur place.

Quand ils ne vont pas chercher du travail en ville (puisateur, manoeuvre, "maçon", déménageur, employé de maison...), ils essaient de traverser la saison sèche en vendant du bois ou du charbon de bois. Activité pénible et qui n'est pas sans risque, ce commerce est d'un rapport très médiocre. Les haratine interviewés à Hassi Chicba évoquent à ce propos la lourdeur des patentes à payer.

Le coût et l'usure extrêmement rapide des outils de travail (le sac de sisal destiné au transport du charbon coûte 50 ouguiya mais il s'use au bout de deux voyages à cause de la chaleur du charbon ; les cordes qu'on utilise pour ficeler le bois, achetées 150 ouguiya pièce s'usent elles aussi très vite), la nécessité d'aller de plus en plus loin avec des bêtes (des ânes) qu'il faut nourrir en ville à l'aide d'un fourrage coûteux... pour trouver un bois qui se raréfie. Toutes ces peines pour gagner,

bon an mal an, 2.700 à 3.000 ouguiya par mois.

Là où les moyens le permettent, c'est à dire, en particulier lorsqu'il y a de l'eau facilement accessible (à Néma même, à Ouinat Rajjat, ...) il existe une petite activité maraîchère, qui est susceptible de fournir un appoint alimentaire et monétaire non négligeable aux agriculteurs.

B. Commerce et Transport :

Les campements visités (et c'est vraisemblablement le cas de la plupart des autres) n'entretiennent eux-mêmes aucune activité commerciale et doivent recourir pour tous les achats aux villes ou villages les plus proches, en particulier Néma.

Peuplée en 1977 de 8.049 habitants, la capitale du Hodh Oriental concentre l'essentiel d'un commerce régional qui ne représente d'ailleurs guère d'originalité par rapport à ce qu'il est dans d'autres régions de la Mauritanie. Les échanges portent principalement sur les denrées alimentaires (riz, mil, the, sucre, etc.) et les vêtements. On note aussi dans les étalages, en général modestes, la présence de quelques produits de l'artisanat, selles de chameaux, coussins, sacs, sandales, cordes, etc...

Il règne sur le marché de Néma, la même division sexuelle du travail qu'à Nouakchott ou Magta Lahjar. Les "boutiques" appartiennent aux hommes tandis que les femmes (en général hartaniat) proposent, sur des étalages lilliputiens des aliments préparés, des condiments, des bijoux, etc.....

Les commerçants les plus prospères de la place réalisent un chiffre d'affaire compris entre 6 et 7 millions d'ouguiya d'après les services locaux des Contributions Diverses. Sur les dix plus riches d'entre eux, neuf sont originaires de milieux maraboutiques

(quatre Chorfa de Oualata et Tichitt, 2 Ahel Taleb Moctar, 1 Ijcumman El Arab). Le 10ème est un Teknaoui (des Tekna, tribu guerrière de l'Oued Noun). Aucun hartani ne figure parmi ce groupe. On note aussi que les échanges monétarisés se sont largement substitués au troc qui ne subsiste plus que de façon marginale.

Les transports caravaniers jouent encore un rôle de premier plan dans la circulation régionale des marchandises. L'approvisionnement des commerçants de Oualata et de Néma est assuré pour une large part par des caravanes en provenance du Mali.

Les spécialisations traditionnelles auxquelles cette activité donnait lieu, subsistent d'ailleurs en bonne partie : la tribu guerrière des Oulad Billa conserve ainsi jusqu'à présent un quasi-monopole du transport caravanier entre Oualata et le Mali. Les goûts présentent chez les ruraux de cette partie de la Mauritanie l'image d'une stabilité que nous n'avons guère observée ailleurs. L'habitat, marqué comme nous l'avons déjà souligné par une nette prédominance de la tente arrondie en coton (importé du Mali) sur la tente en laine (les moutons blancs à poil ras sont plus répandus dans la région que les moutons à laine noire) demeure dans l'ensemble tel qu'on pouvait l'observer il y a quelques dizaines d'années.

IV Société

A. Famille-Tribu :

Les règles régissant traditionnellement les échanges matrimoniaux demeurent, pour l'essentiel, en vigueur.

La relative endogamie de caste (seuls les Chorfa, descendant présumés du Prophète qui épousent volontiers leurs esclaves femmes, peuvent prétendre, nous dit un vieux Kounti, au mariage

avec des femmes de tous les autres groupes, guerriers ou marabouts), l'âge assez bas du mariage pour les femmes (à partir de 9 ans nous dit-on dans un campement Mechdhouf), le volume et le contenu de la dot reflètent clairement la permanence des traits fondamentaux des échanges matrimoniaux en milieu nomade.

Le fait que la dot soit encore aujourd'hui exprimée en "baïsa" (du français "pièce") de Guinée, c'est-à-dire en une monnaie du 18^e siècle,^{1/} que son cours ait relativement peu varié depuis plusieurs décennies (elle s'établit aujourd'hui, en moyenne, chez les guerriers et les marabouts à 25 pièces de Guinée, soit environ le prix de 4 chameaux) alors qu'il subit partout ailleurs en Mauritanie une flambée sans précédent, autant d'indices supplémentaires de résistance à l'usure du temps des coutumes matrimoniales chez les nomades du Hodh Oriental.

L'échange matrimonial conserve aussi davantage, dans cette région, le caractère d'une transaction négociée, où l'ostentation, devenue si importante dans les mariages nouakchottois, ne joue encore qu'un rôle secondaire.

Dans les familles Mechdhouf interrogées à Mabrouk, à une trentaine de km au Sud de Néma on nous cite parmi les dépenses et les dons liés au mariage : le cadeau qu'il faut faire à la coiffeuse ("leurvaya"), soit une pièce de Guinée, 1 pain de sucre et 5 verres de thé ; celui qu'il faut faire à l'animateur

^{1/} La pièce de Guinée, élément essentiel du commerce avec les traitants européens le long du fleuve Sénégal, est devenue un véritable instrument de mesure monétaire surtout à partir des premiers traités passés entre les premiers Chefs maures et les commerçants du Comptoir Français de Saint-Louis du Sénégal (1785). Dans ces traités le poids de la chefferie lui-même s'exprimait en pièces de Guinée puisque cette denrée intervenait en tête de liste des fameuses "coutumes" que percevaient de la part des commerçants saint-louisiens les **notables** : maures impliqués dans le commerce de la gomme.

("diebbal") qui dirige la musique (deux pièces et demie).

Il y a aussi un cadeau d'un montant variable que le mari doit faire à ses amis ("tamaghra") qui l'aide à garder son épouse constamment menacée d'un rapt rituel ("tirwaq") durant les premiers jours du mariage.

On nous précise aussi que pour les festivités les parents de la mariée se chargent des animaux à abattre, du beurre, le mari du thé et du sucre.

Chez les haratine, par contre, on note sur ce terrain, une évolution significative. Alors que la dot traditionnelle comportait une prestation en travail d'une durée variable, effectuée par le hartani pour le compte du maître de son épouse, si celle-ci est une "khadem" (domestique) et que la mariée recevait par ailleurs des objets nettement symboliques de la condition servile (corde à attacher les animaux, "darka", cordes à suspendre les outres, "cra", la partie de viande qui habituellement revient aux haratin quand on tue une bête, "slalikh", etc.). Aujourd'hui, nous dit une vieille hartania des kounta, interviewée à Néma, les haratine s'efforcent de donner des dots comparables à celles des maures blancs.

Dans les regroupements de haratine comme celui de Chicba, on n'établit plus de distinction entre abd (esclave) et hartani (esclave libéré) et on ne recourt plus à l'autorisation du maître, légalement (en islam) considéré comme indispensable à la validité d'un mariage contracté par une femme de condition servile.

Lorsqu'un divorce a lieu (et il semble qu'il soit fréquent, plus peut-être chez les nomades sédentarisés que chez les nomades), il n'est pas rare que le mari réclame la restitution de la totalité de la dot.

Quant à la hiérarchie et à la division traditionnelle du travail au sein de la famille, ils n'ont guère, de l'avis de nos interlocuteurs, subi de changements. La femme conserve une certaine initiative dans les affaires purement domestiques, mais la réalité du pouvoir au sein de l'unité familiale reste entre les mains du mari.

Une originalité des groupes de maures nomades que nous avons rencontrés ou dont nous avons entendu parler dans cette région : les femmes pilent elles mêmes leur mil et il arrive même que les hommes le fassent. C'est là le signe d'une évolution intéressante parce que ce travail, à la fois pénible et considéré comme avilissant, relève des occupations traditionnelles des femmes esclaves.

A un niveau plus général que celui de la famille, le cadre tribal garde encore, atténuée, une part importante de sa signification. Nous avons déjà noté la persistance de la propriété tribale de la terre, le maintien de la mniha (prêt à usufuit) empruntant de préférence les canaux de la parenté tribale. La prééminence reconnue traditionnellement à certaines familles se maintient aussi.

Il semblerait que, parmi les nomades les plus isolés du Dhar, la perception des autorités centrales, de l'État, reste très floue et s'exprime surtout voire uniquement, comme menace plus ou moins lointaine de repression. Dans l'ensemble, cependant, les personnes interrogées reconnaissent à l'administration une nette prééminence sur les cadres politiques traditionnels.

B. Hiérarchie Sociale :

Nous avons surtout prêté attention à l'évolution des rapports entre haratine et maures "blancs" ainsi qu'à quelques aspects du pouvoir maraboutique.

Notons tout d'abord l'extrême faiblesse du niveau d'éducation des populations rurales du Hodh Oriental : le taux régional d'alphabétisation (le plus faible de la Mauritanie) est estimé en 1976 à 2,5 %, alors que le taux national est de 10,4.

Ce chiffre témoigne avant tout de la faiblesse de l'enseignement traditionnel. Malgré cet état de fait (ou peut-être à cause de lui...) le pouvoir des groupes maraboutiques demeure relativement puissant. On nous a signalé en particulier l'emprise encore très forte de la tribu à la fois maraboutique et guerrière des Kounta, sur les Hmennat.

Une manifestation du pouvoir maraboutique : la communauté agricole d'Agoueinit, à une trentaine de km à l'Ouest de Néma. Fondée en 1932 par Cheikh Tourad Ould Abbas Ould Cheikh Mohamed Fadel, elle repose, au point de vue de ses ressources sur la mise en valeur des terres du barrage d'Agoueinit, ainsi que sur les dons et les cadeaux que les disciples, proches ou lointains, font au Cheikh Saad Bouh qui a succédé à son père à la direction de la communauté.

Apparemment très bien organisée, avec une sorte d'intendant général (le "qaid"), qui accueille les visiteurs et les dirige, qui veille au bon fonctionnement du "gîte d'étape" populaire et gratuit que la communauté entretient en permanence, le village d'Agoueinit est à la fois un témoignage et un outil du pouvoir maraboutique. Tout y est fondé sur le pouvoir du Cheikh, qui est aux yeux de ses disciples, qui l'entretiennent par un travail (presque) gratuit, leur bienfaiteur magnanime et le bienfaiteur de tous les sans ressources qu'il héberge et nourrit.

D'une manière générale, il nous a semblé que le poids des croyances magico-religieuses traditionnelles, sur lesquelles

repose en bonne partie le pouvoir des marabouts, reste intact.

Cela ne veut pas dire que toutes les structures hiérarchiques de la société maure telles que nous les avons décrites dans le profil sociologique que nous avons consacré à cette société se retrouvent, au Hodh Oriental, entièrement les mêmes que par le passé. Il faut ici souligner, en particulier, la volonté grandissante d'émancipation des haratine. Une volonté qui se marque par la distance, aussi bien hiérarchique que spatiale qu'ils prennent de plus en plus à l'égard de leurs anciens maîtres.

Voici par exemple, un groupe de haratine appartenant à la communauté tribale des Ijoumman El Arab, qui s'est transporté avec armes et bagages de la localité de Ouinat Rajjat, au lieu dit Chicba, toujours sur une terre de la tribu, où il a creusé tout seul, au nom des haratine, un puits cimenté, pour bien marquer son indépendance à l'égard des maures "blancs" de Ouinat. Au cours d'une discussion avec eux, à laquelle assistait un maure "blanc" de leur tribu, ils se sont constamment efforcés de mettre l'accent sur ce qui les distinguait de ces derniers dont ils décrivent en termes mesurés mais sans équivoque la domination et l'exploitation passées. Ils reconnaissent aussi offrir asile et soutien aux esclaves en fuite qui viendraient se réfugier dans leur adabaï. Autre indice significatif de l'idée d'émancipation chez les haratine, c'est l'effort pour renouer avec une période qui serait antérieure à l'oppression esclavagiste, période qui se pare très vite des vertus de l'âge d'or : chez trois vieux esclaves (2 hommes et une femme entre 70 et 80 ans, appartenant l'un aux Mechdhouf, l'un aux Chorfa de Néma, la dernière aux Kounta) longuement interrogés, nous avons décelé cette quête d'une "mémoire princière" que nous avons déjà rencontrée parmi les haratine de Magta Lahjar. Sur ces trois personnes en effet, si le premier, un mendiant presque

aveugle, affirme n'avoir pas de père légal (situation qui était relativement courante chez les esclaves), les deux autres invoquent une ascendance princière : le premier, d'origine bambara, nous dit que son grand-père, un "prince du nom de Srama" a été tué par Samory Touré qui a vendu ses enfants (parmi lesquels le père de notre interlocuteur) au marché de Ségou ; la deuxième, une ancienne esclave des Kounta, établie avec sa fille à Néma depuis trois ans, et pratiquant le métier de pileuse, affirme quant à elle que son père était un prince peulh qui a été enlevé très jeune de chez ses parents.

V. Eléments de conclusion :

Le bref séjour que nous avons effectué dans la région de Néma, étant donné les moyens et le temps impartis au travail, ne pouvait permettre qu'une observation rapide et impressionniste d'une région où les distances à parcourir sont immenses et où il n'y a guère de route. Nous avons néanmoins pu recueillir quelques données significatives sur l'évolution du pastoralisme dans une région qui semble avoir très peu subi l'influence des contacts avec l'extérieur.

Si l'on peut encore observer une vigueur certaine du nomadisme à la fois comme mode de vie et forme d'organisation sociale, il faut souligner que cette vigueur s'accompagne et se paie d'un retard considérable de cette région sur l'ensemble du pays.

Ces deux aspects nous paraissent à la fois intimement liés et contradictoires. Si l'éducation et la santé progressent, si les goûts alimentaires et vestimentaires changent, si les structures hiérarchiques de la société telles qu'elles existent encore maintenant se modifient, le pastoralisme tel qu'on peut l'observer aujourd'hui ne peut manquer de s'en ressentir. Si l'on veut, au contraire préserver un élevage extensif et populaire on est obligé de tenir compte des moyens d'adaptation que la société

pastorale elle-même avait trouvé pour tirer profit d'un milieu aux ressources rares et incertaines.

Il se pourrait que dans cette région, profondément enclavée, et qui n'a pas encore connu l'absence presque totale et générale de pluie qu'on observe depuis quelques années dans d'autres parties de la Mauritanie, il se pourrait que dans cette région l'adaptation du pastoralisme se fasse plus lentement et plus en douceur : on n'y observe pas encore en tout cas ce transfert massif de bétail entre les mains de gros commerçants et des fonctionnaires qui transforme l'entretien des troupeaux, en une petite entreprise capitaliste, autour de Nouakchott (bergers rémunérés en espèces, bêtes nourries au fourrage, liaison automobile avec la ville, etc.).

Il se pourrait aussi que les progrès de l'axe routier Nouakchott-Néma (la route bitumée est à présent à une trentaine de km de l'Ouest de Tintane) qui draine déjà et pousse à la sédentarisation de nombreux nomades, agisse comme un facteur de désorganisation de la vie pastorale traditionnelle.

Il n'y a en tout cas pour le moment aucune option officielle claire, de la part des autorités concernant le devenir du pastoralisme. Mises à part l'action préventive dans le domaine de la santé animale (menacée d'ailleurs d'interruption avec la cessation de l'assistance du F.E.D.) et le forage de quelques puits, l'impression prévaut qu'on laisse faire la nature et les nomades eux-mêmes. Pour ceux qui sont fixés ou qui se fixent, les autorités régionales parlent de réactiver l'"opération charrue", qui pourrait avoir des incidences importantes sur l'évolution de l'élevage (importance accrue des animaux de trait, production de fourrage et passage à des formes d'élevage intensif. Elles parlent aussi d'encouragement et d'aides à accorder à de petits projets maraîchers.

KANKOSSATable des Matières

	<u>Page</u>
Introduction	52
I. <u>Le Mouvement</u>	53
II. <u>Ressources et Activités</u>	60
A. L'Élevage	60
B. L'Agriculture	68
C. Commerce	70
III. <u>Evolution des Rapports Sociaux</u>	71
IV. <u>Éléments de Conclusion</u>	73

Introduction

Comme les précédentes (Magta-Lahjar, Néma), cette mission visait à recueillir des indications précises sur l'évolution actuelle du nomadisme dans une région qui passait traditionnellement pour être un des foyers les plus importants de l'élevage mauritanien.

Comme s'il s'agissait d'une évidence, d'une réalité hélas devenue banale, nous n'avons pas cru devoir insister sur la désolation, le désarroi, la pauvreté qui caractérisent le milieu naturel et humain que nous avons observé.

Il faut cependant rappeler que c'est sur cette toile de fond d'une végétation raréfiée et considérablement appauvrie où des troncs calcinés voisinent çà et là avec des restes pourrissant de dépouilles animales, où des bêtes faméliques errent à la recherche d'introuvables pâturages ; où des hommes et des femmes mal vêtus et plus que mal nourris, souvent malades et rachitiques s'efforcent de survivre dans une atmosphère faite à la fois de résignation et de pessimisme ; c'est donc sur cette toile de fond, où en de nombreux endroits l'urgence de secours immédiats (il s'agit de survie) rend presque dérisoire toute réflexion sur le développement qu'il convient de lire les remarques qui vont suivre.

L'ordre de présentation de ces remarques s'inspirera étroitement de celui déjà mis en œuvre dans les précédents rapports. Il sera d'abord question du mouvement au sein de la société nomade ; nous évoquerons ensuite les ressources et les activités, nous parlerons enfin de l'évolution des rapports sociaux.

I - Le Mouvement

Les éleveurs de la région de Kankossa sont traditionnellement, dans leur écrasante majorité constitués de bouviers et de propriétaires d'ovins - caprins.

Leur mouvement de transhumance durant les années de pluviométrie normale demeurait généralement de faible amplitude et tendait même dans de nombreux cas vers une quasi-sédentarisation.

Dans une famille peulh (Foulabé du clan des Nianinkobé), établie aujourd'hui à Sani à quelques 15 km au Nord-Est de Kankossa, le chef de famille, âgé d'environ 35 ans nous explique qu'il est venu ici il y a une dizaine d'années avec ses parents, en provenance de Verc Oulad Elemin à 2 km de Kankossa.

Cette terre appartenait à la tribu maraboutique maure de Messouma : "Nos troupeaux ne la quittaient pas de l'année et nous la cultivions à la saison des pluies. Au bout de quelques années, les Messouma craignant que nous ne tirions argument de notre présence prolongée dans cette localité pour en revendiquer la propriété, nous contraignirent à la quitter. A l'époque nos déplacements pour toute l'année n'excédaient pas 5 km."

C'est en 1969 que ce groupe, avec ses troupeaux de boeufs et ses quelques chèvres est venu s'installer à Sani, sur une terre revendiquée par Lemjajta (une fraction de la puissante tribu maure des Ahel Sidi Mahmoud qui domine tout l'Assaba depuis la fin du 19^{ème} siècle) mais sur laquelle d'autres foulabé, décidés à rester, s'étaient déjà établis. Les démêlés qui opposèrent à cette occasion les maures et les peulhs, démêlés qui devaient aboutir à une reconnaissance par les autorités du Droit de la Communauté Peulh à cultiver le lit de l'Oued Sani, attestent

l'importance, aux yeux de ces transhumants en voie de fixation, de la propriété terrienne et du travail agricole. Quoi qu'il en soit, leur installation dans cette localité ne s'est pas accompagnée, malgré l'appauvrissement croissant des pâturages lié à la sécheresse des années 70 d'une plus grande mobilité. Notre interlocuteur nous dit que depuis son arrivée sa famille et lui n'ont pratiquement pas quitté les abords immédiats des puisards de Sani jusqu'à ce que leurs bêtes aient été entièrement décimées par la sous-alimentation et les maladies. Il estimait qu'en allant vers le Sud les pâturages devenaient de moins en moins profitables pour les animaux qui n'en avaient pas l'habitude. De plus, disait-il, il y a dans ces contrées méridionales vers lesquelles tout le monde se précipite aujourd'hui, "des insectes dont la pique est plus dangereuse que la morsure d'un fauve". Il se trouve néanmoins, parmi les habitants peulhs de Sani, des familles qui ont conservé un reliquat de leurs troupeaux et qui les ont déjà envoyés au Sud de Ould Yenge, à plus de 80 km, au moment de notre passage. Ces troupeaux sont partis sous la conduite de quelques jeunes gens du groupe qui ne les ramèneront qu'à la saison des pluies.

Voici encore un autre peulh, Doro Hamadi (Foulabé, du clan des Oulnabé) âgé d'environ 65 ans que nous avons interviewé à Kankossa le 5-4-80. Venu dans la région de Kankossa il y a 24 ans, il possédait à l'époque une cinquantaine de bovins. Il en a aujourd'hui 20. Au moment de son arrivée et jusqu'aux années de la sécheresse le mouvement de transhumance s'effectuait de la manière suivante : durant la saison des pluies, le bétail à l'exception de quelques laitières se déplaçait vers le Nord jusqu'aux environs de Kiffa, sous la conduite de quelques jeunes hommes qui le ramenaient à la saison sèche au village de Kelebelé situé à 10 km au Sud-Est de Kankossa et où demeure en permanence la majeure partie des gens de son groupe. C'est là qu'ils ont leurs champs d'hivernage.

Lors de notre entrevue avec lui à Kankossa, Dcro Hamadi nous a expliqué que tous les animaux des habitants de Kelebelé (il s'agit de bovins et de quelques ovins-caprins) sont partis pour Frayfira à 70 km au Sud-Est de Kankossa depuis deux mois et qu'ils iront vraisemblablement au-delà de la frontière malienne que la majorité des éleveurs mauritaniens de la région ont déjà franchie, à la recherche de pâturages.

D'autres éleveurs de bovidés et d'ovins-caprins, que nous avons rencontrés au cours de nos déplacements confirment les observations précédentes sur l'amplitude croissante et les changements d'orientation qui ont affecté le mouvement des transhumants dans la région de Kankossa.

Un examen plus précis de ce mouvement, amènerait en fait à distinguer la gestion d'un troupeau familial de type traditionnel de l'entretien d'un bétail confié à un berger rémunéré.

Alors que dans le système traditionnel la décision d'un déplacement relevait de la compétence exclusive des personnes les plus expérimentées du groupe, dans la gestion salariée du troupeau le propriétaire (commerçant, fonctionnaire), résidant en général en ville, administre le mouvement de ses animaux à partir de sa résidence urbaine, ou, s'il s'agit de déplacements sur de très longues distances, vient lui-même diriger sur place les opérations.

Nous avons rencontré à 5 km au Sud de Lehraj (une trentaine de kilomètres au Sud-Ouest de Kankossa) deux tentes de haratine qui accompagnaient un troupeau de boeufs appartenant à un commerçant Idawali (tribu maraboutique) de Tidjikja. Partis de cette localité depuis trois semaines, ils s'acheminaient vers Sélilaby et la frontière malienne.

Le propriétaire, en voiture, se déplaçait tous les jours

en avant de ses animaux pour repérer les points d'eau, les pâturages. Il transportait du mil pour les animaux les plus faibles et il lui arrivait même de charger dans son véhicule une bête devenue incapable d'avancer (une quinzaine de bêtes, sur les 80 que comptait le troupeau au départ de Tidjikja sont déjà mortes en cours de route...).

Par les moyens et les formes qu'il met en jeu le mouvement de ce troupeau, se distingue nettement de la nomadisation traditionnelle effectuée à pied ou à dos d'animaux, même si à l'intérieur de cette dernière des éléments nouveaux apparaissent. Il est, par exemple, de plus en plus fréquent de rencontrer des peulhs se déplaçant à dos de chameaux, plus ou moins récemment achetés aux éleveurs maures.

Hier comme aujourd'hui la recherche des pâturages et de l'eau reste le mobile quasi unique de déplacement des nomades.

Il faut dire que cette année la situation de la région est particulièrement préoccupante à cet égard. Kankossa n'a en effet reçu au cours de l'hivernage dernier que 151 mm de pluie, alors qu'en année normale elle en reçoit près de 400. Les éleveurs soulignent de plus les effets très néfastes d'une ou deux pluies d'hiver qui auraient débarrassé de toute leur substance ce qui restait encore de pâturages dans la région.

Quant à l'eau, elle pose aussi en de nombreux endroits de très difficiles problèmes. Obtenue, en général à partir des mares permanentes ou de puisards de faible profondeur mais d'un débit souvent insignifiant, elle exige un travail long et pénible. Nous avons assisté à l'abreuvement de trois troupeaux de boeufs (deux d'une cinquantaine de têtes chacun, appartenant à des commerçants maures et gardés par des bergers *harbani* ; renumérés, le troisième plus d'une centaine de têtes entretenu

par son propriétaire peulh) au lieu dit Bou Habsa à une quarantaine de km au Sud-Est est de Kankossa.

En cette saison, les animaux vont chercher leurs pâturages de plus en plus loin des points d'eau, autour desquels l'espace déboisé ou dénudé s'étend sur des auréoles de plus en plus larges. Il en résulte, dans la journée, de très longs déplacements dont les effets viennent s'ajouter à l'état déjà bien médiocre des animaux.

Lorsque nous sommes arrivés à Bou Habsa vers 13h30, les bergers étaient là depuis déjà un long moment, attendant le retour de leurs troupeaux partis très tôt le matin et qui ne commenceront à arriver qu'à 15 h. L'exhaure de l'eau, pratiquée au moyen du système peulh du bagal (un récipient en bois ou en acier émaillé de 2 à 3 l relié par une corde égale à la profondeur du puits à une tige en bois d'un mètre et demi à 2 mètres, formant levier), se poursuivra durant plus de deux heures et les puisards, nous disent les bergers, seront à sec avant que la totalité du bétail n'aie bu à satiété.

Ces puisards que l'on peut creuser sur une terre appartenant à une communauté autre que la sienne (les peulhs de Bou Habsa possédaient des puits sur une terre appartenant aux Ahe! Sidi Mahmoud) sont, en règle générale des propriétés privées. On les creuse soi-même, ou on les fait creuser en payant. Ce sont semble-t-il, uniquement des peulhs et des hartani, qui font le travail de forage pour lequel ils réclament une somme voisine de 1 000 UM par puits.

Avec l'arrivée des grandes chaleurs, c'est à dire à partir du mois d'avril, le système de production d'eau des puisards devient nettement insuffisant, non seulement pour les bêtes mais aussi pour les hommes : au village de Chkata, non loin de la

frontière malienne, les habitants, des hantani de la tribu guerrière des Oulad Leghouizi, se plaignent de la soif et réclament de la part des autorités des puits coffrés permanents.

L'état général des animaux se ressent évidemment, de ce manque d'eau en particulier leur situation sanitaire, dans l'ensemble extrêmement mauvaise.

Une grande quantité d'animaux meurt tous les jours de maladie et l'activité des Services Sanitaires Régionaux se limite presque exclusivement à la prévention.

Il n'existe aucune statistique globale du cheptel régional, ni a fortiori des données d'ensemble sur sa pathologie. La Direction Régionale de l'Elevage fait cependant état des chiffres suivants concernant la prévention et le traitement des maladies animales en Assaba : entre octobre 1979 et avril 1980, 150 438 bovins (soit environ les 2/3 du troupeau régional) ont été immunisés contre la peste bovine ; 27 433 contre la péripneumonie ; 26 813 contre le botulisme 3 580 contre le charbon symptomatique ; 480 contre le charbon bactérien.

Pour la même période, les quantités suivantes ont été traitées, surtout contre diverses variétés de parasitoses : 1735 bovins, 4732 ovins-caprins. 327 camelins, 309 ovins, 17 équins.

Nous avons pu constater nous-mêmes à l'occasion d'un déplacement de deux jours en compagnie du Représentant Local de l'Elevage que la prévention traditionnelle des éleveurs à l'égard des traitements de la Médecine Vétérinaire Moderne (il n'y a pas très longtemps les vaccinations étaient souvent refusées...) semble avoir complètement disparue : notre compagnon, en effet, distribuait des comprimés destinés à combattre diverses parasitoses et tout le monde en réclamait avec ardeur.

Il faut dire que les pertes subies par le cheptel au cours de ces dernières années du fait non seulement de la sécheresse, mais aussi des maladies, sont considérables. Nous avons parlé de ce berger peulh de Sani, aujourd'hui agriculteur qui a perdu depuis 1970 la totalité de ses 200 bovidés; de cet autre, interviewé à Kankossa même, qui en conserve 20 sur 50.

Nous pouvons aussi citer cet éleveur maure, ancien auxiliaire de la garde, âgé de 65 ans, célibataire qui avait converti toutes ses économies en bétail et qui, sur les 30 vaches qu'il conservait encore à la fin de la dernière saison des pluies, n'a plus aujourd'hui que 17 ; de cet autre berger maure, entretenant pour un parent un troupeau d'ovins-caprins qui comptait il y a deux ans plus de 400 têtes et qui se réduit aujourd'hui à une soixantaine de bêtes squelettiques dont certaines déjà atteintes du mal qui a emporté toutes les autres.

Nous pourrions poursuivre à longueur de pages ce tableau macabre qui constitue depuis quelques années le lot quotidien des éleveurs mauritaniens. Disons simplement que les pertes sont variables selon les espèces (bovins et ovins sont les plus touchés), les localités, les moyens dont disposent les éleveurs (tel riche commerçant pourra fournir à son bétail un appoint alimentaire en mil coûtant 25 UM le kg ou en fourrage artificiel vendu 500 UM le sac de 50 kg..), mais elles varient aussi en fonction du mouvement : si celui-ci est effectué trop tard et dans une mauvaise direction il va de soi que les dégâts seront plus importants que s'il était effectué à temps et pour se rendre sur un lieu justifiant effectivement le déplacement (d'où, par exemple, l'intérêt d'un Service d'Information sur les pâturages...) ; la longueur des parcours et la cadence des déplacements affectent eux aussi l'état des animaux.

D'une manière générale on peut dire que l'allongement des parcours, l'absence d'une destination précise constatés chez de nombreux transhumants de la région donne aux déplacements de ces derniers l'allure d'une quête désordonnée et épuisante à laquelle la plupart, s'ils le pouvaient, aimeraient mettre un terme.

Malgré un très profond attachement à la vie pastorale, bien des nomades en effet manifestent leur lassitude et leur envie d'en finir avec les animaux si seulement ils entrevoyaient ce qu'ils pouvaient faire d'autre.

Nous n'avions, au cours de notre bref séjour dans la région de Kankossa ni le temps, ni les moyens d'évaluer avec exactitude le phénomène de la sédentarisation et de l'exode rural, pas plus d'ailleurs que les migrations saisonnières de travail, en direction du Mali notamment et qui concernent la plupart des villageois frontaliers, agriculteurs et en même temps petits éleveurs.

Il est évident qu'une analyse exhaustive du pastoralisme ne saurait se passer d'un examen systématique de tous ces points qui concernent non seulement le poids démographique du nomadisme, mais aussi les activités et les ressources des nomades (état du marché du travail pour la rémunération des bergers et des puistiers, rôle de l'apport Monétaire des migrants, évolution des rapport sociaux et des modes de consommation...)

II - Ressources et Activités.

A - L'Elevage

Le bétail constitue, bien entendu, la ressource principale des pasteurs.

Avant la sécheresse de ces dernières années, les troupeaux

familiaux, surtout chez les peulhs, atteignaient parfois des dimensions considérables ; il n'était pas rare de rencontrer des familles possédant 300 à 400 têtes de bétail. En milieu maure, un troupeau d'une centaine de bêtes pouvait être considéré comme une fortune appréciable.

Cette différence dans le volume du bétail, se reflète dans les techniques de dressage, plus superficielles, semble-t-il chez les peulhs que chez les maures. C'est du moins l'avis du Responsable Local de l'Élevage (un Soninké) qui a eu le loisir, à l'occasion notamment de campagnes de vaccination de tester la "sauvagerie" respective des zébus peulhs et des zébus maures. Le contraste dans les dimensions des troupeaux renvoie en fait à tout un réseau de différences touchant à la perception, à la signification, aux fonctions et caractéristiques respectives de l'élevage peulh et maure.

Pour être très sommaire, disons que le noyau de ces différences réside dans le fait que les peulhs s'adonnent pratiquement à l'élevage des seuls bovins, animaux de prestige dont la signification rituelle (mariage, cérémonies somptuaires...) et psychologique déborde largement le rôle économique, alors que chez les maures les boeufs sont ni plus ni moins des animaux comme les autres dont l'élevage est très souvent associé à celui des ovins-caprins, voire à celui des chameaux.

Dans l'un des groupes comme dans l'autre, hier comme aujourd'hui, la propriété individuelle du bétail, à l'intérieur de l'unité familiale est, en principe, pleinement reconnue, même si le chef de famille est le gérant de fait des biens de sa cellule domestique. Les entraves à ce principe d'appropriation individuelle entraînent d'ailleurs parfois des conflits d'une violence qui peut aller jusqu'au meurtre.

Au niveau des caractéristiques plus générales de l'appropriation du bétail nous avons déjà fait observer, que les peulhs qui représentent, selon une estimation du préfet de Kankossa, 25 % des 31.000 habitants du département, possèdent presque exclusivement de zébus gobra à robe blanche et à grandes cornes, plus intéressants pour la boucherie que le zébu maure (un poids moyen d'environ 400 kg pour le zébu contre 330 à 380 pour le zébu maure), mais d'une productivité laitière plus faible. Les peulhs possèdent aussi quelques ovins-caprins, quelques ânes et chevaux et se mettent même depuis quelques années à acheter à leurs voisins maures des chameaux de transport, dotés bien sûr, du harnachement maure, la "rahla".

Les maures possèdent quant à eux la totalité du cheptel camelins du département, la quasi-totalité des ovins-caprins ainsi que des troupeaux de boeufs.

La division traditionnelle du travail à laquelle l'activité pastorale donnait lieu chez les maures est la suivante : la garde, l'abreuvement, la traite étaient généralement assumés ; par des esclaves ou des tributaires (telamiq ou aznaqa) et parfois par les propriétaires (hommes) eux-mêmes, tandis que le traitement et la transformation des produits (lait pour la production de beurre, laine, tannage des peaux...) étaient confiés soit aux femmes maures (c'est le cas le plus général) soit à des femmes esclaves.

Chez les peulhs, qui n'ignoraient pas non plus certaines formes d'esclavage, la garde et l'abreuvement du troupeau étaient (et demeurent) généralement confiés aux hommes jeunes, tandis que la traite pouvait, à l'occasion, être assurée par des femmes (chose rarissime chez les maures). C'est également aux femmes que revenait le soin de s'occuper des produits, notamment du lait, dont elles pouvaient commercialiser pour leurs besoins propres, une partie

sous forme de lait caillé, de beurre, etc. C'est à elles aussi qu'incombait l'entretien du petit bétail quand il y en a (travail quelque peu méprisé...).

Les peulhs comme les maures pratiquaient également des formes d'association que nous sommes tentés de qualifier de proto-salariales dans la mesure où la relation entre le berger et son "employeur" ne se réduisaient jamais aux seules et froides exigences du paiement au comptant mais s'inséraient toujours dans un tissu de relations familiales, sentimentales, tribales, de dépendance et de clientèle où l'élément comptable n'était précisément qu'un élément parmi d'autres.

Traditionnellement, chez les peulhs de la région (Foulabé), on dit qu'un berger doit percevoir, tous les 3 mois 10 jours, un veau de 2 ans plus ses habits.

Les contrats traditionnels maures sont variables : on parlera, pour la garde d'un troupeau de chameaux, d'un higg (chamelon de 3 ans) plus un nombre variable de pièces de guinée... ; pour l'entretien d'un troupeau de vaches, il sera question d'un jdac (boeuf de 3 ans), par an plus des vêtements ; on donnera également quelques chèvres ou moutons pour la surveillance d'un élevage d'ovins-caprins.

Aujourd'hui, avec l'extinction progressive de l'esclavage et l'emprise croissante de l'économie de marché, les rémunérations tendent à s'exprimer directement en monnaie, même si les contrats continuent à faire largement appel aux spécialisations (ce sont surtout les hartani et anciens tributaires qui se louent comme berger) et aux relations "patriarcales et idylliques" caractéristiques de l'ordre social pré-capitaliste.

Dans sa nouvelle formule le salaire des bergers de la région tournera autour de 1 000 UM par mois, auxquels viennent

toujours s'ajouter divers versements en nature (thé, céréales, vêtements...)

Le transfert massif ces dernières années du bétail entre les mains des commerçants résidant en ville et appartenant pour la plupart à la tribu maraboutique des Idawali qui domine largement le commerce à Kiffa et Kankossa, ce transfert donc, contribue de façon décisive à accélérer la monétarisation de la rémunération des bergers.

Les techniques pastorales que ces derniers mettent en oeuvre et qui auraient, à elles seules, mérité une étude détaillée, sont très voisines d'une communauté à l'autre qu'il s'agisse de la garde, de l'abreuvement, de la traite, des techniques de sevrage, de dressage, de marquage, quand bien même leurs effets affectifs et idéologiques seraient différents.

Sans aller jusqu'à dire avec J.P. Hervouet que le "lien principal entre le pasteur maure et son troupeau est monétaire" (type d'adaptation sahélien ". Rouen, 1975, p. 152), il convient de considérer avec une attention spécifique le lien psychologique et sentimental particulier qui unit les éleveurs peulhs à leurs troupeaux.

Un lien qui n'a pas subi les effets du transfert que nous évoquions à l'instant et dont le résultat fut l'accumulation entre les mains de quelques "riches" commerçants de la région d'une bonne partie du cheptel local. Ces derniers, en effet sont des maures et les zébus peulhs ne les intéressent guère, une spécialisation presque sans exception dans l'élevage des deux types de zébus (maure et peulh) demeurant pratiquement la règle.

Il faut noter aussi des différences sensibles dans les usages des produits animaux et leur commercialisation.

En cette saison de l'année, nous n'avons pas rencontré une seule famille d'éleveurs qui tire de la production animale une part significative de sa consommation alimentaire.

Même parmi les groupes qui disposent de troupeaux relativement nombreux il n'y a pas assez de lait pour nourrir les enfants qui manifestent en général des signes extérieurs très nets de sous-alimentation (maigreur, ventres ballonnés...).

L'abattage est extrêmement rare et n'est guère susceptible en cette période de donner une viande de qualité simplement passable, car les bêtes sont pour la plupart d'une maigreur désespérante.

Chez les éleveurs maures, ces produits, même quand ils sont abondants ne donnent traditionnellement lieu à aucune commercialisation, exception faite d'une petite production de beurre fondu (dhen). Chez les peulhs, par contre, le lait, lorsqu'il est produit en quantité suffisante, est souvent vendu par les femmes qui jouissent d'une totale liberté dans l'usage des recettes que ce négoce leur permet de réaliser.

En ce qui concerne l'exportation du bétail en direction du Mali, et à travers le Mali vers le Sénégal et la Côte d'Ivoire, les Services de l'Elevage n'ont pu faire une estimation. En cette saison, la majorité des éleveurs de la région a franchi la frontière malienne à la recherche de pâturages. Il devient donc pratiquement impossible d'évaluer le nombre des bêtes sorties du pays pour être commercialisées.

A Kankossa, les prix s'établissent actuellement, pour les ovins-caprins entre 800 et 1 400 UM ; pour les jeunes bovins entre 2 500 et 4 000 UM. On ne vend guère ici de camelins et de bovins adultes, en raison de l'étroitesse du marché local.

Les transactions les plus importantes autour du bétail ont lieu généralement vers la fin de l'hivernage, lorsque les bêtes sont au mieux de leur forme.

Lorsque la saison a été particulièrement mauvaise comme ce fut le cas l'année dernière et que les éleveurs (il s'agit surtout des peulhs) n'ont pas pu cultiver, ils ont évidemment tendance, pour compenser le déficit céréalier (doublé d'une hausse des prix) à vendre davantage d'animaux que les années précédentes. Cette nécessité les pousse aussi à vendre des bêtes (notamment des jeunes femelles) qu'en d'autres circonstances ils n'auraient pas vendues.

Dans l'ensemble, la gestion du troupeau varie beaucoup lorsqu'on passe de l'élevage familial traditionnel, aux entrepreneurs en bétail qui sont devenus certains commerçants et fonctionnaires. Cela est particulièrement sensible lorsqu'on examine les différences entre les éleveurs peulhs et ces nouveaux propriétaires de bétail.

Deux exemples pour illustrer ce contraste :

- Diabé, un peulh (Foulabé, du clan Oulnabé) 42 ans marié à deux épouses et père de deux enfants, interviewé le 7-4-80, au lieudit Bou Habsa à une quarantaine de km Sud-Est de Kankossa. Analphabète.
Propriétaire d'une soixantaine de bovins et de quelques chèvres. Il a perdu l'an dernier 10 têtes de bétail et en a vendu 5 : 3 génisses et deux veaux. Deux des génisses ont été vendues à des Soninkés frontaliers du Mali qui veulent les élever, les trois autres bêtes ont été vendues à des Dioula.
- Aziz, ancien employé d'une Société Pétrolière et des Services Régionaux de l'Agriculture, né en 1925. Originaire du Maroc, il est également bigame.
Il s'est mis dit-il à s'intéresser à l'élevage en 1969-70 "parce que les gens le quittaient". Possède près de 300 bovidés et 150 ovins-caprins, un véhicule

(Land-Rover pick-up), un verger à Sani où il fait pousser également des palmiers. Emploie 4 bergers, recevant chacun près de 1 000 UM/mois en sus des produits du bétail.

L'année dernière ses troupeaux n'ont pas subi de pertes. Depuis l'hivernage il a déjà perdu une trentaine de bovidés, surtout des jeunes. Il estime qu'avant la saison des pluies la moitié de ses animaux seront morts. "L'éleveur dit-il est un banquier".

Lui-même vend chaque année pour près de 100 000 UM de bétail. Mais il ne vend que des grands mâles en quantité et durant la saison des pluies. Il ne se prive pas de consommer lui-même une partie de ses animaux dont les plus âgés sont chaque année transformés en "Tichtar" (viande séchée).

L'élevage a besoin dit-il, de Services Sanitaires mieux organisés et plus étoffés. Il y a aussi des pâturages non exploités faute de puits. Les autorités, estime-t-il, doivent mettre à la disposition des éleveurs, durant les mauvaises années, du fourrage artificiel bon marché...

On voit bien la différence entre cette gestion dynamique et commerciale d'un grand troupeau récemment accumulé et l'élevage traditionnel, tel que le pratiquaient notamment les pasteurs peulhs et qui se marque d'un attachement aux animaux défiant toute comptabilité (capitaliste et post-capitaliste).

De nombreux éleveurs possèdent, par exemple une grande quantité de mâles, de femelles âgées, devenues improductives, qui quelques fois, mourront tout simplement de vieillesse. Nous avons esquissé dans le "profil sociologique" consacré aux maures, une interprétation de ce phénomène qui s'efforçait de rendre moins insensée son apparente absurdité d'aujourd'hui. Son aberration, en effet n'est devenue patente que du jour où tout l'environnement culturel économique, politique auquel il était intimement lié avait lui-même disparu ou devenait "aberrant" au regard du nouveau type de rationalité économique ou institutionnelle qui s'est emparé de tous les rouages de la société mauritanienne.

Nous avons d'ailleurs demandé à certains éleveurs, peulhs notamment, est-ce qu'il ne serait pas préférable pour eux de vendre à la bonne saison une partie de leur bétail, quand on pouvait encore en tirer un prix intéressant pour, avec le produit de cette vente, s'assurer les moyens de faire traverser au reste de leur troupeau la saison sèche. Certains nous ont répondu qu'ils préféreraient garder, tant qu'ils le pouvaient leurs animaux ; d'autres nous ont dit : nous le ferions bien si nous étions sûrs de pouvoir conserver l'argent pour le consacrer aux fins que vous indiquez, mais nous n'y arriverons pas, trop de sollicitations nous guettent et l'argent serait bien vite "mangé".

Il y a en tout cas, pour les autorités, une action (d'encadrement, d'information, d'orientation...) à entreprendre au niveau de la commercialisation du bétail, de même sans doute que la création d'une institution rurale, et véritablement populaire, de crédit pourrait contribuer à améliorer le sort des éleveurs.

B. L'Agriculture

En dehors des produits de l'élevage, ces derniers, et principalement parmi eux les peulhs, pouvaient s'assurer un revenu supplémentaire, en se livrant, l'hivernage venu, à la culture du mil.

Pratiquée à l'aide d'un outillage traditionnel, sur des terrains, toujours les mêmes, que les agriculteurs considèrent en général comme leur propriété, l'agriculture d'hivernage rapporte rarement de quoi subvenir toute l'année aux besoins de ceux qui s'y adonnent. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle permet de dégager un surplus commercialisable.

L'année dernière, faute de pluie pratiquement personne n'a obtenu de récolte dans la région où le prix du mil a subi une

forte hausse depuis quelques mois (le moud - 4 kg - coûte actuellement 100 UM à Kankossa).

En milieu maure, ce sont uniquement les hartani sédentarisés qui se livrent à l'agriculture dont elle constitue la ressource principale. Propriétaires de quelques vaches et ovins-caprins, ils sont en fait contraints de quitter leurs villages peuplés de femmes, de vieillards et d'enfants pendant une moitié de l'année pour se rendre dans les villes de la région, à Nouakchott, ou plus souvent au Mali.

A Kankossa, où ils assurent la quasi totalité des travaux domestiques et de force, le salariat s'est, semble-t-il, partout substitué aux rapports d'esclavage traditionnel.

La cueillette pouvait permettre, durant certaines années, de s'assurer un appoint alimentaire non négligeable (petit mil sauvage, jujubes, etc...) et même un petit revenu monétaire pour la vente de gousses d'acacia nilotica (sallaha) de gomme arabique, de fruits de palmiers sauvages, (doum) (*Hyphaena hebaïca*). Mais avec la succession des mauvaises années ses résultats sont de plus en plus insignifiants.

Des groupes entiers comme ces villageois (hartani) d'Agmamin, à 6 km de Kankossa, se sont fait une spécialité de la cueillette du doum, qu'ils consomment eux-mêmes, faute d'un autre aliment (ils se plaignent d'ailleurs des douleurs d'estomac qu'il provoque...) et qui est vendu également (10 UM le kg) comme fourrage...

Les mêmes hartani d'Agmamin qui vivent très misérablement exploitent aussi une racine odoriférente locale (tara), très prisée des populations négro-africaines (elle est utilisée pour parfumer les amulettes des jeunes enfants) qu'ils l'échangent pour le double de son volume de mil...

De tout cela en fait les résultats restent extrêmement modestes, et quand il n'a pas plu comme l'an dernier, la disette guette aussi les éleveurs que les agriculteurs.

Seuls ceux qui sont liés au commerce et au monde des villes, échappent partiellement à ces difficultés, et peuvent même en profiter (baisse du prix des animaux, du coût de la main d'oeuvre conditions draconiennes du crédit...)

C. Le Commerce

Etant donné les interférences de plus en plus nombreuses, et que nous avons à plusieurs reprises au cours de ce texte laissées entrevoir, entre l'élevage et le commerce, notamment sous la forme d'un transfert de bétail des mains des éleveurs traditionnels entre celles des commerçants, une étude sur le commerce serait fort utile ^{1/}.

Nous n'avions pas, bien sûr, le temps d'entreprendre, ne serait-ce que l'ébauche d'une telle étude. Ce qu'une observation brève et superficielle de la localité nous permet de dire, c'est qu'il n'y a pas de commerce chez les éleveurs proprement dits, et que le seul commerce significatif se trouve à Kankossa même. Il est quasi-uniquement aux mains des maures "blancs", et au sein de ces derniers, largement contrôlé par des hommes issus de la tribu maraboutique des Idawali, qui forme dans la société maure

1) Les maures sont venus au commerce par le bétail : la plupart de leurs grands commerçants furent d'abord des dioula et des chevillards. Le transfert actuellement en cours du reste du cheptel maure entre les mains de ces commerçants (et aussi des bureaucrates...), n'est que l'aboutissement logique d'un renversement (au début c'est le cheptel qui alimente le commerce et l'engendre, aujourd'hui c'est le commerce qui domine l'élevage et se l'approprie) qui traduit l'insertion complète de la société maure dans une économie dominée et désarticulée.

une sorte de diaspora économique. Toutes les "boutiques" de quelque importance sont tenues par les hommes, et comme sur tous les autres marchés de Mauritanie, le micro-commerce est géré, au centre du marché, par des femmes (ici uniquement des mauresques, parmi lesquelles de nombreuses hartaniat).

Quelques commerçants interrogés au hasard, affirment que l'achat par ces derniers de quelques troupeaux, obéit pour le moment davantage à des mobiles de confort et de loisir qu'à des visées proprement commerciales. Il s'agit encore pour l'essentiel, de ce que nous avons appelé des "troupeaux de vacance".

III - Evolution des Rapports Sociaux.

Ce département de Kankossa est donc peuplé de maures (80 à 70 %) de peulhs (25 %) et d'une petite minorité d'agriculteurs Soninkés qui ne nous intéressent pas ici directement.

Les rapports entre les maures et les peulhs, arrivés dans la région dans les années 50, s'ils ne furent pas toujours exempts de heurts liés à la propriété de la terre, semblent s'acheminer sinon vers une interpénétration, du moins vers une coexistence harmonieuse.

Nous avons souligné l'adoption par les maures du système peulh du "bagal" pour puiser l'eau, l'emprunt par les hartaniat de la case peulh... Il faut ajouter que la quasi-totalité des peulhs que nous avons rencontrés comprennent et parlent le dialecte maure, le hassania.

Sur le plan de l'évolution des structures sociales, les deux groupes qui présentent quelques similitudes au niveau notamment de l'organisation clanique et tribale, ont subi les effets d'une même situation coloniale et post-coloniale : affaiblissement et démantèlement des cadres sociaux traditionnels

sous la poussée conjointe de la colonisation et de l'invasion marchande (chez les Ahel Hamma Khattar, clan dirigeant de la puissante tribu des Ahel Sidi Mahmoud, le choix par les Français d'un chef à leur dévotion a suscité des dissensions qui, aujourd'hui encore ne sont pas complètement éteintes), émancipation progressive, et à l'heure actuelle, semble-t-il, presque complètement achevée des groupes dominés, en particulier, les esclaves (abid et maticubé).

Chez les maures cependant l'hégémonie démographique dans le département se double d'une large domination économique (monopole du commerce), les travaux de force, les activités agricoles, le travail domestique, restent, pour l'essentiel, réservés aux anciens esclaves.

Les peulhs qui pratiquent depuis toujours l'agriculture conjointement avec l'activité pastorale ont beaucoup plus de facilité que les maures à se convertir entièrement aux travaux des champs quand leur bétail a été décimé ; nous avons même vu d'anciens pasteurs peulhs, dans le lit déséché de l'Oued Sani, s'adonner à la phéniciculture, comme s'ils amorçaient déjà leur intégration dans une économie d'oasis de type saharien.

Dans l'une et l'autre des communautés, les traits essentiels de l'organisation familiale et domestique traditionnelle demeurent encore vivaces : rôle de la parenté dans le mariage, relative endogamie d'ethnie et de caste, système d'attitudes à l'égard des conjoints et des beaux-parents, statut minoritaire des femmes et des jeunes.

La société maure locale porte néanmoins la marque différentielle d'une insertion plus poussée dans le système marchand dont elle s'est faite l'agent principal : alors que chez les peulhs la dot continue à s'exprimer en tête de bétail et

reste relativement stable, chez les maures elle se négocie en monnaie et connaît une inflation continue. Ceci est loin d'être indifférent à l'analyse de la perception globale du bétail et à sa place dans la vie sociale de l'une et l'autre communauté...

Sur le plan culturel et religieux enfin, il faut distinguer, au sein d'une situation éducative d'ensemble extrêmement médiocre des différences de niveau qui recourent, bien évidemment, et renforcent les disparités et les différences précédemment décrites. L'islamisation de fraîche date des Foulabé (elle ne s'est achevée qu'au cours des années 50), accompagnée parfois d'une affiliation plus ou moins pensée à la tijania "Orthodoxe" (El Hadj Mahmoud Bâ) ou hamalliste n'a pas encore complètement modifié leur rapport à leur bétail...

Le dynamisme commerçant des maures, et parmi eux des marabouts, spécialistes traditionnels du savoir est sans doute partiellement lié à l'avance ancienne dont ces derniers bénéficient en matière d'éducation : des connaissances, même rudimentaires, d'arabe classique permettent de rédiger des correspondances, de tenir un minimum de comptabilité, etc. Elles confèrent aussi un prestige qui résiste mieux à l'usure du temps que le contenu matériel ou institutionnel des rapports de domination qu'il fonde.

IV. Eléments de Conclusion :

L'activité pastorale, aussi bien chez les maures que chez les peulhs du département de Kankossa, a subi ces dernières années un déclin très accusé du fait de la sécheresse qui a réduit à néant les pâturages, et considérablement amoindri les ressources de l'agriculture, mais également du fait de l'insertion des nomades dans un système d'échange d'année en année plus désavantageux. Cette évolution qui affecte aussi bien les bases

matérielles (ressources et revenus, consommation...) que l'organisation sociale des nomades (hiérarchie sociale, mariage...) semble conduire, s'agissant des maures, vers une disparition progressive de l'élevage familial traditionnel au profit d'un élevage de loisir et de commerce, contrôlé à partir de la ville, utilisant des bergers rémunérés, et soutenus par des moyens logistiques importés (automobile, fourrage artificiel...).

Le pastoralisme peulh semble, pour de multiples raisons, et malgré d'importants dégâts, mieux résister en tant que système. Parmi ces raisons, où l'attachement très profond des peulhs à la vie pastorale doit entrer en ligne de compte, il faut citer les dimensions plus grandes des unités familiales qui donnent à la gestion du troupeau un caractère plus nettement communautaire, de même que l'existence d'un marché purement maure du bovin, dont le zébu peulh demeure exclu.